PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE DE VAL-DE-TRAVERS DU LUNDI 4 JUIN 2018, AUX BAYARDS, CHAPELLE DE LA MI-ETE

Présidence : Mme Christiane Barbey (UDC)

La présidente ouvre la séance à 19h00. Elle souhaite la bienvenue à l'Assemblée et plus particulièrement à M. Raoul Bovay, qui prend place sur les bancs du Législatif en remplacement de M. Pierre-Alain Wyss. Elle remercie chacun pour sa participation.

1. APPEL

La présidente demande au chancelier de bien vouloir procéder à l'appel :

Présents	**:**	34 membres.
- *Pour le PLR*	*:*	Malo Bortolini ; Bovay Raoul ; Jean-Paul Christen ; Florian Dreyer ; Jean-Philippe Franel ; Hans Peter Gfeller ; Laurent Patthey ; Francis Racine ; Jean-Michel Rossetti ; Céline Rufener Eschler et Roland Schorderet.
- *Pour le PS*	*:*	Jean-Noël Bovard ; Gabriel Cimenti ; Gloria Dias ; Nathalie Ebner Cottet ; Sarah Fuchs-Rota ; Margherita Giovenco ; Antoinette Hurni ; Cécile Mermet Meyer ; François Oppliger ; Alexandre Toimil ; Loris Vuilliomenet et Pierre Wexsteen.
- *Pour le POP*	*:*	Adriana Ioset et Philippe Vaucher.
- *Pour Les Verts*	*:*	Marie-France Vaucher *(arrivée à 19h35).*
- *Pour l'UDC*	*:*	Christiane Barbey ; Laurent Kramer ; Paul-André Matthey-Doret ; Sokol Mehmetaj ; Niels Rosselet-Christ ; Frédéric Schlosser ; Jean-Claude Schülé et Sylvia Schülé.
- *Indépendant*		-
Excusés	**:**	6 membres – MM. Quentin Di Meo (PLR), Francy Dumont (PLR), Manfred Neuenschwander (Indépendant), Thierry Ray (Les Verts), Sergio Santiago (Les Verts) et Mme Lydie Stirnemann (PS).
Absent	**:**	1 membre – M. Gilles Aeschimann (PLR).

Les 5 conseillers communaux, le chancelier M. Alexis Boillat, Mme Céline Fauguel, secrétaire à la Chancellerie, ainsi que 15 spectateurs sont présents.

La présidente rappelle ensuite l'ordre du jour, qui se présente comme suit :

1. Appel
2. Lettres et pétitions
3. Procès-verbal de la séance extraordinaire du 12 mars 2018
4. Classement de la motion « Participation au programme Easyvote »
5. Révision du Règlement général de l'école du 17 janvier 2011
6. Dérogation de scolarisation des élèves de 1 à 4 H dans d'autres villages que celui de leur domicile
   a) Les Bayards
   b) Boveresse
7. Règlement de distribution de chaleur du chauffage à distance de Couvet
8. Règlement relatif à l'exécution de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL) du 25 janvier 2017 et la création d'un fonds communal pour l'énergie
9. Rapport relatif à l'évolution des structures scolaires et d'accueil

10. Rapport sur l'introduction de classes PRIMA
11. Crédit-cadre de 473'000 francs pour la rénovation des quatorze places de jeux équipant les jardins publics de Val-de-Travers
12. Communications du Conseil communal
13. Motions, propositions et projets d'initiatives communales
14. Résolutions
15. Interpellations et questions

Aucune modification de l'ordre du jour n'étant demandée, la présidente considère ce dernier comme accepté.

2. LETTRES ET PETITIONS

La présidente indique avoir reçu la démission de M. Pierre-Alain Wyss (PLR) ainsi que l'arrêté de proclamation de son suppléant, M. Raoul Bovay. Elle invite les membres qui le désirent à venir, en fin de séance, prendre connaissance de ces courriers.

3. PROCES-VERBAUX DE LA SEANCE EXTRAORDINAIRE DU 12 MARS 2018

Le procès-verbal ne suscitant aucun commentaire, il est accepté à l'unanimité avec remerciements à son auteur.

4. CLASSEMENT DE LA MOTION « PARTICIPATION AU PROGRAMME EASYVOTE »

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère de l'administration, de la santé et de la sécurité publique (DASSP).

M. Benoît Simon-Vermot (cc) prend la parole en ces termes : *« Si le Conseil communal est préoccupé par la faible implication et l'intérêt limité de certaines franges de la population pour tout ce qui concerne la chose publique, il ne voit pas Easyvote comme une solution viable pour plusieurs raisons :*

- *Le principe de la brochure papier nous semble un peu désuet. La personne qui n'ouvre pas son enveloppe de vote n'ouvrira pas non plus la brochure.*
- *Pourquoi Val-de-Travers ou la Ville de Neuchâtel et pas toutes les autres Communes du canton, voire de Suisse. L'incitation devrait à notre sens venir du Canton ou directement de la Confédération.*
- *Pourquoi les jeunes et pas les autres ? Au niveau national, le taux global de participation est passé de 60% dans les années 1950 à 46% dans les années 2010 lors des votations populaires fédérales. Ça ne concerne donc pas que les jeunes.*
- *L'introduction d'Easyvote dans les Communes participantes n'a pas conduit à une augmentation notable du taux de participation.*
- *Finalement, Easyvote s'occupe principalement des scrutins fédéraux. La brochure parle des scrutins cantonaux seulement s'ils ont lieu en même temps que les votations fédérales.*

Une possibilité serait de demander à l'Etat d'introduire Easyvote dans tout le canton. Cette option serait toutefois coûteuse et pas plus efficace qu'à l'échelle communale.

Pour pallier les faiblesses du système, le Conseil communal prévoit de :

- *Rappeler l'existence des sites internet neutres et expliquant les enjeux via plusieurs vecteurs, comme Facebook, son site Internet, la page 2 du Courrier.*
- *Dans le cadre de la réforme des scrutins, différents outils sont actuellement analysés pour faire rimer engagement politique et XXIe siècle.*
- *L'engagement politique, ou du moins l'intérêt pour la res publica, doit être favorisé dès l'école, de façon neutre et impartiale.*

- *Il est prévu d'organiser des rencontres entre élèves et Autorités (Conseil communal et général, commissions), afin que les jeunes puissent saisir les enjeux et voir la collectivité publique et ses tâches moins abstraitement.*

Considérant Easyvote comme un emplâtre sur une jambe de bois, nous recommandons au Conseil général de classer cette motion et nous permettre d'aller de l'avant avec les outils proposés ci-dessus. »

La présidente ouvre la discussion générale.

M. Malo Bortolini (PLR) indique que son groupe est soucieux de la bonne marche de notre démocratie et vu le taux dramatique de participation aux scrutins dans nos régions, il a déposé, il y a une année, une motion demandant au Conseil communal de réfléchir à l'introduction d'une brochure destinée aux jeunes pour les sensibiliser : c'est chose faite et il remercie le Conseil communal pour son rapport.

Les conclusions sont sans appel et le groupe PLR les comprend parfaitement. Introduire du papier dans un monde de plus en plus numérique n'est peut-être pas la meilleure des solutions. Dès lors, son groupe acceptera le classement de cette motion.

Le groupe PLR attend impatiemment les piliers et les axes proposés par le Conseil communal afin de toucher au plus près le jeune public de notre Commune. Les réseaux sociaux commencent gentiment à s'activer et il faut continuer l'effort.

M. Gabriel Cimenti (PS) prend la parole en ces termes : *« Le groupe socialiste a pris connaissance du rapport du Conseil communal au sujet de la motion « Participation au programme easyvote » et l'en remercie.*

Si l'issue de cet examen démontre que « Easyvote » ne serait clairement pas de grande utilité, le taux d'abstention aux votations et la baisse d'un intérêt global pour la chose publique restent une problématique réelle et inquiétante.

Bien que persuadé que le Conseil communal y porte une grande attention, il semble difficile de s'attaquer à cette problématique au niveau communal puisqu'il serait beaucoup plus cohérent que ce genre de réflexion occupe les plus hautes sphères fédérales, qui plus est avec les possibilités informatiques actuelles.

Les principales réflexions qui sont ressorties des discussions de notre groupe indiquent qu'il serait nécessaire de définir des solutions adaptées à des publics cibles – comprenez ici tranches d'âges – différents. En conséquence, il nous semblerait par exemple intéressant d'étudier une, voire plusieurs, interventions de nos autorités dans les cours de MCC (monde civique et citoyen). Permettre aux élèves d'entrer en contact direct avec un Exécutif ne pourrait logiquement qu'avoir des effets positifs, tout comme avec notre Législatif d'ailleurs. Dans le même ordre d'idées, il nous semblerait utile que la Commune utilise davantage les réseaux sociaux, ce qui permettrait, grâce aux partages notamment, d'inciter un peu plus les utilisateurs. Aussi, nous sommes très contents d'avoir entendu que les mêmes pistes étaient suivies par le Conseil communal.

En définitive, le parti socialiste acceptera le présent rapport espérant que la Commune poursuivra cette réflexion en mettant en place d'autres solutions ayant pour objectif d'augmenter le taux de participation aux votations et aux élections. »

Mme Adriana Ioset (POP) s'exprime également : *« Nous rejoignons le souci de nos collègues du groupe PLR au sujet du manque d'intérêt des jeunes générations pour la chose publique.*

Cependant, le programme Easyvote présente plusieurs inconvénients en ce qui concerne son application et n'a pas fait ses preuves dans les villes qui y ont adhéré.

Le POP approuvera donc le classement de la motion. Nous estimons qu'il faut plutôt aller en amont et commencer à l'école le travail qui fera que les jeunes participent à la politique, éventuellement en dynamisant le mode d'enseignement de la branche « Monde contemporain et citoyenneté ».

Dans ce même sens, le groupe POP creuse en ce moment l'idée de la création d'un Parlement des jeunes à Val-de-Travers. »

M. Niels Rosselet-Christ (UDC) indique que son groupe se joint à ce qui a déjà été dit et acceptera également le classement de la motion.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote. **C'est à l'unanimité que le Conseil général approuve le classement de la motion « Participation au programme Easyvote ».**

---

5. REVISION DU REGLEMENT GENERAL DE L'ECOLE DU 17 JANVIER 2011

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère de la jeunesse et de l'éducation (DJE).

M. Christophe Calame (cc) prend la parole en ces termes : *« C'est pour deux raisons que le Conseil communal a choisi de vous soumettre ce soir une nouvelle version du règlement général de l'Ecole JJR.*

La première est relative à cet arrêt du Tribunal Fédéral du mois de décembre dernier qui, suite aux démarches de deux familles thurgoviennes, a légiféré sur la contribution financière que l'école peut demander aux parents de ses élèves pour des activités obligatoires.

En effet, selon l'article 19 de la Constitution Fédérale, tous les moyens nécessaires servant directement le but de l'enseignement obligatoire doivent être mis gratuitement à disposition. Ainsi, lorsque l'école organise des manifestations portant caractère obligatoire, la participation des parents est désormais limitée.

Il devenait dès lors urgent de doter notre Cercle scolaire d'une base légale différenciant clairement les activités obligatoires des activités facultatives.

Fort heureusement, dans notre cercle, les camps de skis et autres camps polysportifs ou encore le camp en Ardèche revêtent depuis de nombreuses années le caractère facultatif.

Le Cercle n'a donc pas eu à prendre de mesures draconiennes pour se conformer aux nouvelles règles.

Venu au moment de concrétiser la nouvelle organisation des comités d'école et le mode de financement des différentes activités extrascolaires, cet arrêt du Tribunal fédéral nous a imposé quelques ajustements supplémentaires, qui sont aujourd'hui en place.

La seconde raison est que cette révision résulte des rapports successifs des groupes politiques, lorsque régulièrement en juin, votre autorité est priée d'accepter une dérogation à l'article 11, alinéa 1 du règlement actuel, qui garantit la scolarisation des élèves du cycle 1 dans le village où ils habitent.

En effet, consciente de la difficulté que représente l'organisation des classes dans un cercle comme le nôtre, réparti sur un si grand territoire, votre Autorité a suggéré à plusieurs reprises une modification du règlement permettant une pratique plus souple, telle que définie dans le nouvel article 11 qui vous est soumis ce soir en parallèle à une révision générale de ce règlement.

Voilà dans les grandes lignes les objectifs de ce rapport. Je répondrai bien évidemment à vos éventuelles questions ainsi qu'aux divers amendements lors de l'examen de détail. »

La présidente passe la parole aux différents groupes.

M. Roland Schorderet (PLR) prend la parole ainsi : *« Ce soir et durant cette séance, nous allons beaucoup parler et débattre de l'école, de para et de préscolaire, de son environnement et de son cadre de vie. L'enseignement en général et la scolarité obligatoire en particulier sont les piliers*

fondateurs de notre civilisation et de notre société. Cette dernière étant en constante évolution, l'Ecole doit, elle aussi, modifier ses règles. Aussi et déjà en préambule, nous saluons la vision d'avenir pour le Cercle scolaire du Val-de-Travers que nous propose l'Exécutif.

Le Conseil communal nous propose une modification du Règlement général de l'Ecole JJR premièrement en raison des dérogations soumises régulièrement à notre Autorité en vertu de l'article 11 de ce même règlement. D'ailleurs, plusieurs groupes politiques avaient exprimé une demande de modification afin de simplifier la procédure. A ce propos, le groupe PLR approuvera sans réserve la dernière dérogation demandée au point 6 de l'ordre du jour.

La deuxième raison résulte d'un arrêt du Tribunal Fédéral relatif au fait que l'enseignement obligatoire de base rendait incompatible avec le droit constitutionnel le fait de prélever une participation financière auprès des parents d'élèves. Dès lors, les camps multisports, de ski et d'Ardèche, de par leur caractère facultatif, restent sous le contrôle financier de la direction d'école. Quant aux activités ou camps organisés par un enseignant pour sa propre classe et donc obligatoires, aucune participation financière n'est tolérée sous réserve des frais économisés en raison de l'absence de l'enfant à son domicile (repas par ex.)

Enfin, un toilettage a été rendu nécessaire par la nouvelle organisation scolaire et les termes y relatifs.

Dans les explications demandées, relevons que chaque collège de notre Commune aura un règlement interne permettant d'y inclure des spécificités mais approuvé par la direction.

Nous saluons également le fait que la collaboration soit régulièrement mentionnée dans ce règlement entre les parents ou les représentants légaux et l'Ecole.

Nous constatons également que des éléments de respect et de politesse sont maintenus et sont le gage d'une belle relation entre tous les intervenants dans les lieux scolarisés.

Toutefois, nous déposons un amendement en demandant d'ajouter à l'art. 21 al. 1 la phrase : « Les frais sont déterminés par un arrêté du Conseil communal ». Il ne s'agit peut-être que d'un détail mais il a la vertu d'éviter toutes les dérives de surenchère.

Au vu de tous ces éléments et des explications fournies par le Conseil communal, le groupe PLR approuvera, dans sa grande majorité et sous réserve de notre amendement, ces modifications au règlement général de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau. »

M. Sokol Mehmetaj (UDC) s'exprime également : *« Le groupe UDC remercie le Conseil communal pour le rapport détaillé et accepte la modification du règlement général de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau. Nous acceptons également l'amendement du groupe PLR mais refusons celui du groupe Les Verts. »*

Mme Nathalie Ebner Cotter (PS) prend la parole à son tour : *« Le groupe socialiste s'est penché avec attention sur le rapport du Conseil communal relatif à la modification du règlement général de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau et remercie le Conseil communal pour les mises à jour effectuées.*

Un des éléments principaux qui ressort de ce toilettage est la modification de l'article 11, concernant l'organisation des classes.

Bien que nous déplorons encore une fois de voir nos petits collèges se vider, nous apprécions de constater que le Conseil communal a tenu compte des suggestions demandées par plusieurs groupes les années précédentes et de reconsidérer cet article.

En effet, années après années, nous devons déroger au règlement pour permettre la scolarisation d'enfants du cycle I dans un autre village, cela afin d'apporter un cadre favorable à l'éducation des enfants de notre Commune.

Le deuxième élément qui nous a aussi particulièrement réjoui est la notion d'activité facultative de l'article 14 pour répondre au récent arrêt du Tribunal fédéral. Le maintien des divers camps pourra être assuré grâce à cette notion. Nous espérons que le Conseil communal continuera de veiller à rechercher des destinations autant économiques que possible, pour les camps de ski notamment.

Le groupe socialiste remercie le Conseil communal de maintenir des possibilités de soutien financier pour ces activités aux enfants et aux familles qui le nécessitent.

Pour terminer, vous l'aurez compris, le groupe socialiste acceptera le présent règlement.

Dans la suite de ce point, nous accepterons aussi la « dernière » dérogation relative à la scolarisation des élèves de 1H à 4H dans d'autres villages que celui de leur domicile. »

Mme Marie-France Vaucher (Les Verts) s'exprime ainsi : *« Nous remercions le Conseil communal pour ce rapport et pour la clarté qui est donnée par rapport aux modifications apportées au règlement de l'école. Nous comprenons que ces modifications sont motivées par l'urgence d'adapter les bases légales. En effet, le récent arrêt du TF rend nécessaire de clarifier la participation financière des parents aux activités scolaires selon qu'elles sont obligatoires ou facultatives. Notre groupe n'a pas de commentaires particuliers sur ces modifications qui font sens.*

Légitimement, le Conseil communal a profité de l'occasion pour adapter d'autres dispositions. Parmi les articles modifiés, nous relevons l'abandon de la garantie de scolariser les jeunes enfants dans leur village de domicile. Nous rappelons qu'une activité scolaire par village était l'une des promesses données à la population lors du processus de fusion. Nous pouvons comprendre que rien n'est gravé dans le marbre et que certaines pratiques doivent évoluer. Nous sommes pour le moins surpris de la manière avec laquelle un point aussi essentiel est biffé. A maintes reprises, notre groupe a exprimé son souhait de disposer d'un dossier complet et documenté sur les conséquences, que cela soit sur la qualité de l'enseignement, sur la vie et la dynamique des villages insufflée par la présence d'une école, sur les déplacements des élèves ou encore sur le devenir des bâtiments laissés vides. Un entrefilet de commentaires justifiant ce retrait pour éviter le besoin d'une dérogation par le Législatif ne saurait nous satisfaire ! Pour cette raison, notre groupe s'oppose à l'abandon de cette garantie figurant à l'article 11.

Si le retrait de cette garantie est accepté par le Conseil général, notre groupe déposera un amendement de manière à ce que nous soyons régulièrement informés des différents effectifs par village et des projections à une fréquence annuelle soit dans le cadre du budget, soit dans le cadre des comptes. »

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente passe à l'examen de détail du règlement article par article.

M. Alexis Boillat (chancelier) indique que, par souci de simplification, le règlement sera passé en revue chapitre par chapitre et les éventuels amendements aux questions seront déposés dans le cadre du chapitre.

Amendement du groupe Les Verts

Conseil général	Art. 8 (nouveau) [1]Le Conseil général est informé annuellement des effectifs de chaque cycle par village et des projections pour les quatre prochaines années. [2]Il est informé lorsque les dispositions prévues à l'article 11, alinéa 1 ne sont pas respectées.

La numérotation des articles suivants est adaptée en conséquences.

M. Calame (cc) répond à cet amendement ainsi : *« Une planification quadriennale de l'organisation des classes n'est tout simplement pas possible avec l'organisation des classes que nous vivons aujourd'hui. Nous le voyons depuis la création de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau, les effectifs varient énormément d'une année à l'autre. De nombreux facteurs influencent cette organisation, comme les déménagements, le tourisme de scolarisation lié aux solutions de garde ou simplement les départs et arrivées de citoyens. Autant d'éléments qui peuvent remettre en question l'existence même de*

certains collèges : l'histoire est là pour le démontrer, la révision de ce règlement aussi. Même s'il entend œuvrer à l'avenir pour stabiliser cette organisation sur le long terme, le Conseil communal n'est à ce jour pas favorable à cet amendement du groupe Les Verts. »

Il profite également d'avoir la parole pour remercier les groupes pour leur accueil favorable à ce règlement et pour adresser la question du groupe Les Verts, en parallèle avec la réponse qu'il vient d'apporter sur l'amendement déposé. Il est bien évident que depuis de nombreuses années, le règlement n'est pas suffisant pour garantir la pérennité de placer les élèves de cycle 1 dans leur village, on l'a vu et revu. Il est bien évident que la modification de ce règlement ne va pas entraîner un changement total de paradigme dont la manière que ces classes seront organisées. Plus bas dans l'ordre du jour, le Législatif verra que le Conseil communal a des pistes, PRIMA ou non, pour que soit favorisé le fait que ces élèves puissent rester plus longtemps dans leur village. Il n'y a donc aucune intention de diminuer la présence de ces élèves en termes de nombre d'années dans leur village, ce qui aurait des effets absolument néfastes et dévastateurs sur les plus grands collèges que sont ceux de Fleurier et de Couvet, qui, à ce jour, n'ont pas la place nécessaire pour accueillir davantage d'élèves.

M. Philippe Vaucher (POP) indique que son groupe propose de modifier, donc de sous-amender, l'amendement des Verts en supprimant la partie « et projection pour les quatre années prochaines ». L'article deviendrait donc *: « [1]Le Conseil général est informé annuellement des effectifs de chaque cycle par village ».* Evitant ainsi de tirer des plans sur la comète.

Mme Vaucher (Les Verts) indique qu'en fonction du résultat du vote du sous-amendement, elle informera ce qu'il advient de l'amendement de son groupe.

M. Calame (cc) donne un préavis favorable à cette modification, bien que l'avantage par rapport, dans un premier temps, au rapport annuel du dicastère, qui est publié et distribué au Législatif, soit discutable. L'article 11, tel qu'il avait été modifié, prévoit déjà que le Conseil général soit informé annuellement des effectifs de chaque village : peut-être pas par cycle, ce qui pourrait être le seul ajout de cet amendement.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote du sous-amendement du groupe POP.

Sous-amendement du groupe POP

Conseil général	Art. 8 (nouveau) [1]Le Conseil général est informé annuellement des effectifs de chaque cycle par village. ~~et des projections pour les quatre prochaines années.~~ [2]Il est informé lorsque les dispositions prévues à l'article 11, alinéa 1 ne sont pas respectées.

Le sous-amendement **est refusé par 19 non, 9 oui et 5 abstentions.**

Mme Vaucher (Les Verts) a pris bonne note des éclaircissements du Conseiller communal en charge de l'éducation et de l'enseignement et, de ce fait, constate que de disposer de l'évolution des effectifs par cycle n'est pas possible. Dès lors, elle retire l'amendement du groupe Les Verts.

Amendement du groupe PLR

Tarifs	Art. 21a Lorsqu'une activité scolaire est obligatoire, aucune participation financière n'est demandée aux représentants légaux sous réserve des

frais qu'ils ont économisé en raison de l'absence de leur enfant. Les frais sont déterminés par un arrêté du Conseil communal.

M. Calame (cc) indique que le Conseil communal est favorable à cet amendement et le soutiendra.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote de l'amendement du groupe PLR.

C'est par 31 oui et 2 abstentions que le Législatif accepte cet amendement.

La présidente passe ensuite au vote d'ensemble. **C'est par 32 oui et 1 abstention que le Conseil général approuve la révision du règlement général de l'Ecole du 17 janvier 2011.**

---

6. DEROGATION DE SCOLARISATION DES ELEVES DE 1 A 4 H DANS D'AUTRES VILLAGES QUE CELUI DE LEUR DOMICILE

A) LES BAYARDS

B) BOVERESSE

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère de la jeunesse et de l'éducation (DJE).

M. Calame (cc) prend la parole en ces termes : *« Nous avons déjà parlé de cette dérogation à l'instant. Vous la trouvez tout de même à l'ordre du jour, et contrairement à ce que le Conseil communal a indiqué dans son rapport, cet objet ne sera pas retiré du menu de ce soir.*

En effet, le règlement étant soumis au délai référendaire, de surcroit rallongé en période de vacances estivales, ainsi qu'à la sanction du Conseil d'Etat, le Conseil communal a finalement choisi de maintenir cet objet à l'ordre du jour, pour pouvoir débuter l'année scolaire dans les règles. Quoi qu'il en soit, malgré l'acceptation du nouveau règlement ce soir, l'Exécutif conserve le devoir d'informer votre autorité, lorsque des élèves du cycle 1 ne sont pas scolarisés dans leur village, ce rapport aura ainsi fait office d'information, celui de l'an prochain ne demandera pas votre prise de position !

En août 2018, les élèves du cycle 1 des Bayards seront scolarisés aux Verrières, ceux de Boveresse le seront à Môtiers, selon le même scénario que l'année scolaire en cours. »

La présidente donne la parole aux différents groupes.

Mme Ioset (POP) s'exprime ainsi : *« Le POP est en principe favorable aux mesures qui favorisent et maintiennent la qualité de vie des citoyens et des services de proximité.*

Il faut pourtant se rendre à l'évidence : l'évolution de la démographie fait que le nombre d'élèves des classes de certains petits villages est trop réduit pour garantir une formation de qualité.

Le POP soutiendra donc cette mesure positive pour les enfants de la Commune. »

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente passe à l'examen de détail de l'arrêté puis au vote d'ensemble. **C'est à l'unanimité que le Conseil général approuve l'arrêté relatif à la dérogation de scolarisation des élèves de 1 à 4 H dans d'autres villages que celui de leur domicile,** tel que présenté par le Conseil communal.

---

7. REGLEMENT DE DISTRIBUTION DE CHALEUR DU CHAUFFAGE A DISTANCE DE COUVET

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère du territoire, des sports et de la culture (DTSC).

M. Christian Mermet (cc) rappelle qu'il existe, en plus de celui de Couvet, deux chauffages à distance dans la Commune de Val-de-Travers : un en mains privées à Fleurier et celui des Bayards. Ce dernier suscite une réflexion quant à son extension et à la pérennité du système de production de chaleur, puisqu'il devient nécessaire de le mettre aux normes pour des questions de pollution. Son fonctionnement n'est pas calculé sur un système autofinancé comme cela est le cas à Couvet. Il existe encore beaucoup de questions à traiter sur ce dossier et les choses seront fixées uniquement quand le Conseil communal y aura répondu, avec le Conseil général.

La 2ème extension du chauffage à distance de Couvet est en train d'être finalisée. La production de chaleur tourne aujourd'hui à 100%, en pleine capacité. Il existe un projet d'extension sur toute la partie Est du village qui ne sera cependant pas mise en œuvre ces prochaines années.

Aujourd'hui, le système en place est fonctionnel, tous les clients raccordés ont signé des contrats. Il est apparu opportun au Conseil communal de traduire tout ce qui a été décrit dans ces contrats au travers d'un règlement, qui permettra d'une part de faire évoluer les choses quand cela s'avèrera nécessaire et d'autre part de clarifier la situation quand des immeubles viendront à être vendus. Il y aura donc une référence plus simple que d'aller chercher les contrats enregistrés au Registre foncier.

Le règlement proposé ne révolutionne rien, il reprend simplement les contrats signés par les clients privés avec la Commune. Ces éléments sont désormais couchés dans un règlement général qui permettra d'avoir une vision plus large et plus transparente du projet de chauffage à distance de Couvet.

La présidente ouvre la discussion générale.

M. Hans Peter Gfeller (PLR) prend la parole en ces termes : *« Le rapport du règlement de distribution de chaleur pour le chauffage à distance de Couvet a retenu toute notre attention. Le chauffage à distance de Couvet fonctionne maintenant à plein régime. Cela démontre que cette étape d'extensions a permis de raccorder tous les clients prévus dans cette première phase. La Commune de Val-de-Travers fait une belle démonstration sur le plan environnemental en chauffant une partie du village de Couvet avec le bois de nos forêts. Il reste néanmoins à planifier le développement de la deuxième étape sur la partie Ouest du village, ce qui permettra d'atteindre une taille de chauffage à bois importante. En parallèle, le chauffage à distance des Bayards devra également être revu et remis à jour.*

Pour nous, la proposition de ce règlement permettra de bien asseoir les accords entre le fournisseur d'énergie et ses clients. L'examen de ces articles n'a pas suscité de questions particulières. Comme vous l'aurez compris, le groupe PLR acceptera le présent règlement.

En marge, nous avons deux questions :

- *Quel est le bilan de satisfaction des clients ?*
- *Quelle sera la solution définitive pour l'évacuation des cendres de bois ? »*

M. Alexandre Toïmil (PS) s'exprime également : *« Dans nos contrées, tout le monde s'accorde sur le fait qu'un chauffage est indispensable lors des mois d'hiver, de printemps, d'automne et même parfois en été… Plusieurs technologies existent, plus ou moins onéreuses, plus ou moins écologiques et plus ou moins rentables.*

A Couvet, nous avons la chance de posséder un chauffage écologique, consommant du bon bois bien de chez nous qui a poussé dans notre si belle région.

De plus, pour les usagers, rien besoin de faire si ce n'est ouvrir le robinet et la chaleur s'invite chez eux : que du bonheur.

Nous pouvons espérer que d'autres systèmes comme celui-ci voient le jour prochainement dans notre

Commune.

Cependant, étant donné qu'il y a des usagers, donc des clients, une adaptation de la règlementation s'impose afin de mettre tout le monde sur un pied d'égalité et de faciliter les évolutions futures. Ce à quoi le Conseil communal s'est attelé de façon claire et précise et ce pourquoi nous le remercions.

Ainsi, le groupe socialiste se prononcera favorablement en faveur de ce règlement. »

M. Vaucher (POP) prend également la parole : *« Le POP se réjouit du développement du chauffage à distance de Couvet qui démontre que ce projet avait toute sa raison d'être. En effet, en quelques années, l'installation a atteint sa consommation optimale. Nous nous réjouissons de voir, à terme, le projet s'étendre encore, puisque le bâtiment qui abrite le chauffage à distance a été judicieusement conçu avec un silo assez grand et de la place en suffisance, afin de pouvoir abriter une deuxième chaudière. Rappelons que le chauffage à distance ne coûte rien à la Commune, puisque les recettes couvrent les charges, mais qu'il nous permet par contre de valoriser notre bois énergie qu'il serait sinon difficile à commercialiser. Enfin, rappelons que la production d'énergie par le chauffage à distance est neutre au niveau de l'environnement, qu'elle utilise une énergie locale, qu'elle est créatrice d'emplois. Elle permet aux propriétaires reliés de ne plus avoir à se soucier de leur installation de chauffage individuelle et de gagner de la place dans leur maison.*

C'est pourquoi nous saluons ce règlement de distribution qui clarifie et normalise la distribution de chaleur, notamment la reprise de contrats en cas de changement de propriétaire.

Sans surprise donc, le POP entrera en matière et acceptera le règlement tel que proposé, sous réserve d'éventuels amendements déposés. »

M. Jean-Claude Schülé (UDC) s'exprime à son tour : *« Le groupe UDC a pris connaissance du rapport du Conseil communal relatif au règlement de distribution de chaleur pour le chauffage à distance de Couvet et de ce fait, acceptera le règlement de distribution de chaleur ainsi que les deux arrêtés fixant les tarifs de raccordement et fixant le prix de vente de la chaleur du chauffage à distance Lanvoina. »*

Mme Vaucher (Les Verts) prend la parole ainsi : *« Ce dossier a retenu notre plus grande attention et nous saluons la prise de ce nouveau règlement. Il nous semble reprendre les principales dispositions nécessaires pour faire fonctionner convenablement le chauffage à distance de Couvet. Nous estimons que c'est un point important.*

Nous avons toutefois le sentiment que certaines dispositions sont relativement contraignantes envers les consommateurs. Nous souhaiterions donc savoir comment est réglée la situation actuelle avec eux et quelles sont les implications sur les éventuels contrats signés jusqu'à aujourd'hui. Est-ce que les contrats actuels reprennent déjà ces dispositions, les clients sont-ils informés ?

Par rapport au contenu même du règlement et avant l'entrée en matière, nous souhaiterions avoir la position de la commission des règlements sur la structuration du règlement, les formulations et bien sûr les nouvelles dispositions prévues. Nous attendons volontiers les compléments du Conseil communal. »

M. Mermet (cc) remercie d'abord les groupes pour leur accueil favorable à ce règlement. Ce n'est pas une révolution mais quelque chose d'important pour l'avenir. Il répond au groupe des Verts que le règlement est standard et semblable aux autres règlements des différents chauffages établis dans le canton, donc il n'y a rien de particulier à Val-de-Travers. Toutes les contraintes se trouvent dans les contrats. Seuls certains détails n'y étaient pas, comme le fait de demander au propriétaire, dans la mesure du possible d'annoncer, s'il décèle un dysfonctionnement. Cet élément ne figurait pas dans les contrats, par contre les contraintes et les obligations y étaient déjà présentes.

Il répond au groupe PLR que les clients semblent satisfaits du fonctionnement. Le chauffage est bien performant avec une chaudière, plus une de secours et une d'appoint. Les seules difficultés rencontrées sont plutôt chez les personnes privées que dans le réseau lui-même. Les retours des clients sont très satisfaisants.

Le sujet des cendres de bois a également beaucoup occupé le Conseil communal cette année. Il faut savoir que l'ordonnance sur l'élimination des déchets (OLED) est passée en 2015 un peu inaperçue et en 2016, le Canton a imposé son application. L'Exécutif a réalisé que, d'après cette ordonnance, les cendres de bois auraient dû être éliminées dans des décharges, comme des produits sensibles. Il y a donc eu une âpre négociation entre la société Energie Bois Suisse et les commissions de la Confédération. Aujourd'hui, un accord a été trouvé pour un délai transitoire : un délai de 5 ans à partir de cet automne pour installer un nouveau système et réviser la loi. Aujourd'hui, cette phase transitoire permet de les éliminer en décharge de type B, comme auparavant. Durant ces 5 ans, l'OLED doit être révisée mais il y a bon espoir, comme la commission est déjà rentrée en matière, que des solutions soit trouvées.

Actuellement, les cendres communales sont envoyées chez Viteos et cela pourrait se faire normalement jusqu'en 2023. D'ici là, le Conseil communal espère que les commissions de la Confédération auront révisé l'OLED. Il est vrai qu'aujourd'hui, c'est un peu excessif, mais au moment où cela a été accepté, personne n'avait décelé l'importance, en tout cas les conséquences, de cette modification.

Le règlement a été examiné par la commission des règlements et n'a pas appelé d'amendement.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe à l'examen de détail du règlement chapitre par chapitre.

Mme Vaucher (Les Verts) souhaite faire part d'une remarque quant au chapitre 1. Elle s'exprime ainsi : « *Le terme de preneur de chaleur est régulièrement utilisé dans le règlement mais n'est pas clairement défini. S'agit-il du propriétaire de l'immeuble ou du client-consommateur ? Ce point est relativement important pour une meilleure compréhension du règlement et de l'arrêté qui fixe le tarif de raccordement au chauffage à distance. Il semble également primordial pour définir les droits et obligations du propriétaire, respectivement du consommateur. Au fil de la lecture du dossier et des deux arrêtés soumis à notre approbation ce soir, nous avouons qu'il n'est pas franchement aisé de s'y retrouver, mais nous aurons l'occasion d'y revenir par la suite.*

Autre remarque générale : du fait que le règlement sert de base aux futurs contrats, il devrait à minima introduire la notion de contrat et les éléments principaux qui le constituent. »

M. Mermet (cc) répond que le contrat est toujours entre le propriétaire de l'immeuble et la Commune. Comme pour l'eau : c'est l'immeuble qui est raccordé et c'est donc ce dernier qui est redevable de payer la consommation. C'est ensuite au propriétaire de se charger des répartitions.

Mme Vaucher (Les Verts) prend à nouveau la parole concernant le chapitre 5, en ces termes : « *Nous demandons un éclaircissement concernant l'article 5.3, notamment sur la question de l'avis et contre remise du terrain dans son état initial. De quel avis s'agit-il et à qui incombe la remise en état du terrain ? »*

M. Mermet (cc) précise qu'à chaque fois que des droits de passage ont été octroyés, un relevé détaillé a été fait et ensuite inscrit au Registre foncier, de manière à éviter les contestations. Cela veut dire que si le propriétaire d'un immeuble veut déplacer une conduite, il doit d'abord aviser la Commune et ensuite remettre les choses en état. Rien ne peut être modifié sans en informer la Commune.

Mme Vaucher (Les Verts) s'exprime une nouvelle fois sur le chapitre 6 : « *Au niveau des raccordements, à* l'*article 6.3, le Conseil communal peut-il nous éclairer sur ces subventions et déductions fiscales prévues ? Y a-t-il une obligation du propriétaire de reverser ces subventions ? Si oui, comment cela est-il prévu ? Comment sont gérées les déductions fiscales et de quelle part de bénéfice s'agit-il ? »*

M. Mermet (cc) rappelle que les subventions, quand la première partie du chauffage à distance a été réalisée, étaient demandées par le propriétaire du réseau de chauffage à distance. C'est lui qui les touchait. Ensuite, le Canton a voulu que cela soit rattaché à l'immeuble raccordé. Donc, dans les contrats passés avec les propriétaires, après que le mode de fonctionnement ait changé, il a été stipulé que le propriétaire du réseau organisait la demande de subvention et, si elle était obtenue, devait être reversée au réseau.

Pour la fiscalité, c'est particulier dans le sens où les immeubles raccordés ne paient pas une taxe mais une contribution de raccordement. Cette dernière peut être intégrée notamment dans le cadre de travaux de rénovation par exemple. Elle peut aussi faire l'objet d'hypothèques, mais il n'appartient pas à la Commune de règlementer ces éléments. S'il s'agissait d'une taxe, elle ne pourrait pas être déduite des revenus comme un entretien d'immeuble.

Mme Vaucher (Les Verts) reprend la parole au chapitre 13 : « *D'après l'article 13.1. la Commune désigne les organes chargés de la surveillance technique générale et du respect des prescriptions. Comment sont réglées leurs responsabilités vis-à-vis de la Commune ou du preneur de chaleur/client/co-contractant ? S'agit-il de prestataires externes ?* »

M. Mermet (cc) indique qu'actuellement, la surveillance et l'entretien courant du réseau sont des prestations internes à la Commune mais qui sont facturés et valorisés dans le cadre du chauffage à distance puisque ce dernier est un compte autofinancé.

On peut avoir recours à des organes externes, par exemple mandater un expert, mais la surveillance elle-même, le relevé des compteurs, etc, se font à l'interne de la Commune.

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente passe au vote d'ensemble. **C'est à l'unanimité que le Conseil général approuve le règlement de distribution de chaleur du chauffage à distance de Couvet,** tel que présentée par le Conseil communal.

---

8. REGLEMENT RELATIF A L'EXECUTION DE LA LOI SUR L'APPROVISIONNEMENT EN ELECTRICITE (LAEL) DU 25 JANVIER 2017 ET LA CREATION D'UN FONDS COMMUNAL POUR L'ENERGIE

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère du territoire, des sports et de la culture (DTSC).

M. Mermet (cc) indique que la LAEL crée le fonds communal de l'énergie. Constatant qu'il y avait, pour lui et certaines Communes, une certaine faiblesse possible dans le prélèvement des taxes liées à l'énergie, le Canton a mis en route un processus de révision de la loi sur l'approvisionnement en énergie afin, prioritairement, de sécuriser ce prélèvement des taxes.

Pour mémoire, à Val-de-Travers, il y avait historiquement 2 réseaux indépendants : un électrique qui appartient à Groupe E et un autre qui appartient à la SEVT SA. A l'origine, il y avait des taxes qui n'étaient pas du même montant sur les deux réseaux, c'était de 1.53 centimes sur le réseau du Groupe E et de 2.23 centimes le kilowatt-heure sur le réseau de la SEVT SA.

A l'époque, le Conseil communal de Val-de-Travers avait déjà décidé d'uniformiser vers le bas. Les deux réseaux avaient donc été mis à la même taxe, de manière à ce que tous les citoyens de Val-de-Travers soient traités de la même manière. Quand l'Exécutif a décidé cela, sa décision a fait l'objet du recours d'un citoyen. Le Conseil communal avait donc mené une démarche avec la SEVT SA et l'ELCOM avait alors confirmé qu'il était possible de prélever la taxe de cette manière.

Le Canton a profité de cette révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité pour créer une taxe cantonale sur les énergies, de manière à alimenter le fonds cantonal sur l'énergie. Comme le

Canton est toujours prudent, il a aussi voulu limiter le montant des taxes prélevées par les Communes, de manière à faire passer un peu plus facilement la pilule d'une nouvelle taxe au niveau cantonal. La proposition d'aujourd'hui prévoit une taxe maximale pour la Commune de 0.8 centime pour le sol et de 0.5 centime pour l'énergie. Avant, la taxe de 1.53 centime était une taxe générale liée à l'utilisation du sol, que nous prélevions sur l'électricité. Cette taxe alimentait la trésorerie communale comme un impôt général.

Le Canton a souhaité que l'on sépare cette taxe et qu'une partie de l'argent prélevé soit attribué à des tâches, destinées à améliorer le rendement et l'énergie dans la Commune. Le Canton a donc divisé cette taxe en deux, soit 0.8 centime par kilowatt-heure pour l'utilisation du territoire, qui va dans le fonds commun et 0.5 centime qui alimente un fonds sur l'énergie.

Si un fonds pour l'énergie était créé, il fallait absolument avoir un règlement y relatif. Sinon, la taxe pourrait toujours être prélevée mais serait reversée au Canton, ce que le Conseil communal ne souhaite pas, préférant pouvoir l'utiliser pour mener des actions au niveau communal.

De manière générale, cette révision diminue un peu le montant autorisé à percevoir, environ 111'000 francs de manque à gagner, mais ce sont environ 240'000 francs qui alimenteront le fonds communal sur l'énergie.

Le fonds communal reprend toutes les dispositions que la loi cantonale sur la LAEL prévoit, avec cependant deux éléments supplémentaires : il est prévu que notre fonds communal sur l'énergie puisse être alimenté aussi par des dons (on ne sait jamais) et il a été ajouté une ligne sur la mobilité durable, qui va être un des enjeux du Val-de-Travers.

M. Mermet relève l'importance de la création de ce fonds, de manière à ce que l'argent qui sera prélevé depuis le début de l'année puisse être utilisé pour des projets communaux.

La présidente donne la parole aux différents groupes.

M. Jean-Philippe Franel (PLR) prend la parole en ces termes : *« Le groupe PLR s'est réuni en date du 23 mai dernier pour étudier le règlement relatif à l'exécution de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL) du 25 janvier 2017 et la création d'un fonds communal pour l'énergie.*

Ayant pris connaissance du règlement et après les explications données par le Conseil communal, le groupe PLR a accepté à la majorité des personnes présentes le présent règlement ainsi que la création du fond communal. »

M. Rosselet-Christ (UDC) indique que son groupe a pris connaissance de ce règlement et est globalement satisfait par ce dernier. Aussi, il l'acceptera, tout comme l'amendement de la CGF y relatif.

M. Vaucher (POP) prend la parole à son tour : *« Ce règlement, rendu nécessaire par la modification de la loi sur l'approvisionnement en énergie, est dans tous les cas une très bonne chose. Non seulement il permet à notre Commune de continuer à toucher une redevance sur l'énergie, mais en plus, il précise que l'utilisation de l'argent de cette taxe sera dévolue aux économies d'énergie. Que demander de mieux ?*

Le POP entrera donc en matière et acceptera le règlement tel que proposé, sous réserve d'éventuels amendements déposés. »

M. Raoul Bovay (PS) s'exprime également : *« Nous devons, une fois de plus, nous prononcer sur les effets qu'une décision du Grand conseil induit sur les finances communales, en l'occurrence une perte de plus de 110'000 francs. Cette perte pourrait toutefois être partiellement compensée par la hausse de la consommation d'électricité.*

La proposition du Conseil communal de créer un fonds communal pour l'énergie est une bonne solution qui permettra de financer la politique de valorisation des diverses énergies renouvelables et autres domaines dont la liste nous est fournie dans le rapport.

Le groupe socialiste soutiendra le présent arrêté ainsi que l'amendement de la CGF. »

Mme Vaucher (Les Verts) prend ensuite la parole : *« Le règlement qui nous est soumis ce soir a pour objectif principal de définir l'affectation de la redevance à vocation énergétique perçue auprès des consommateurs, en s'appuyant sur la loi cantonale sur l'approvisionnement en électricité et son règlement d'application. Celui-ci prévoit que le Conseil général adopte un règlement sur la distribution de l'électricité d'ici au 30 juin 2018. Un contenu minimal est défini et porte notamment sur la désignation de la ou des redevances perçues sur la consommation d'électricité, leur montant ainsi que leurs affectations, la désignation du gestionnaire comme débiteur de la redevance pour l'usage du domaine public si elle est perçue, ainsi que l'indication des éventuelles exonérations communales pour les consommateurs conventionnés. Selon notre compréhension et à la lecture de plusieurs articles – en l'occurrence les articles 9, 10 et 22 du règlement cantonal d'application – ces trois points devraient faire partie du règlement à adopter par le Législatif. Pour rappel, ce sont les redevances perçues (usage du domaine public, à vocation énergétique), les montants prélevés et les exonérations possibles ou non. Or, nous constatons qu'un arrêté du Conseil communal datant de décembre 2017 définit déjà ces dispositions. Ainsi, les montants de la redevance à vocation énergétique sont fixés progressivement jusqu'en 2019 pour en atteindre les prix plafonds prévus par la loi cantonale. Concernant la redevance pour l'usage du domaine public, les prix progressent pour atteindre les fourchettes maximales prévues par la loi également et ce, à partir de 2020. Il n'y a pas d'exonérations possibles pour les gros consommateurs dans l'arrêté pris le Conseil communal. Avant le traitement de ce règlement, nous souhaitons donc que ces points soient clarifiés. »*

M. Mermet (cc) remercie les groupes pour leur accueil favorable à ce règlement qui sera un outil utile pour notre Commune.

Il rappelle au groupe des Verts que la Commune de Val-de-Travers, historiquement, a toujours validé les montants des taxes par son Exécutif. Cela a été fait les premières années de la Commune et cela a encore été le cas cette année, en indiquant les exonérations et tous ces éléments. Ceci est antérieur à la loi cantonale et a été validé par le Conseil d'Etat. Le Conseil communal n'est donc pas revenu sur cette validation. L'Exécutif a souhaité garder cette compétence, attribuée par le Conseil d'Etat et fixer les montants des taxes, comme il le fait depuis l'existence de notre Commune.

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas combattue, la présidente passe à l'examen de détail du règlement.

Amendement de la CGF

Utilisation du fonds communal pour l'énergie	Art. 6 [1]Le fonds communal pour l'énergie contribue dans le cadre de projets localisés dans le canton, dans l'intérêt de la Commune : …

M. Mermet (cc) indique que le Conseil communal accepte cet amendement.

M. Cimenti (PS) prend la parole en tant que président de la CGF. Il précise que cet ajout était uniquement là pour que l'article ne soit pas mal interprété. La CGF a préféré précisé quelque peu l'impact, en le recentrant sur notre Commune. Comme l'a précisé le Conseil communal, cela rentre tout à fait dans sa logique et son optique.

Amendement du groupe Les Verts

Utilisation du fonds communal pour l'énergie	Art. 6 [1]Le fonds communal pour l'énergie contribue dans le cadre de projets localisés dans ~~le canton~~ la Commune : …

Mme Vaucher (Les Verts) prend la parole en ces termes : *« Nous relevons que le fonds créé par la Commune prévoit un certain nombre d'affectations comme des assainissements énergétiques ou une amélioration des consommations touchant les propres infrastructures de la Commune ou encore les réseaux de chauffage à distance. Il est également prévu des subventions pour les particuliers ou les entreprises. Ceci est à mettre en lien et comme nous le rappelle à juste titre le Conseil communal avec le programme de législature, qui porte sur des mesures touchant l'éclairage public, le chauffage à distance des Bayards et de Couvet, le biogaz, le projet éolien du Mont-de-Buttes et l'installation dans la mesure du possible de panneaux solaires sur les toits des bâtiments communaux. Vous remarquerez qu'il n'est pas prévu dans le programme de législature d'incitatifs pour des projets privés ou d'entreprises contrairement à ce que prévoit le futur règlement.*

S'agissant des dispositions générales de notre règlement communal, nous nous étonnons tout de même de voir que l'utilisation du fonds communal peut servir à des projets localisés dans le canton, mais nous y reviendrons dans le cadre de l'examen du règlement article par article.

L'enjeu pour notre groupe se situe donc naturellement au niveau de l'attribution des subventions qui sont, selon le règlement soumis à notre approbation, de compétence du Conseil communal, ce qui nous amène à formuler un amendement afin d'assurer une répartition équitable public-privé des fonds communaux. »

M. Mermet (cc) précise que les projets énergétiques sont souvent d'une grande ampleur et ne sont pas forcément situés uniquement sur une seule Commune. Le projet éolien, par exemple, n'entrerait pas dans le cadre du règlement. Les projets de turbinage des eaux sur l'Areuse sont des projets complexes qui sont également à cheval sur plusieurs Communes. Le Conseil communal ne souhaite pas subventionner l'éclairage public de la Commune de Rochefort, mais il ne voudrait pas s'interdire de pouvoir participer à des projets énergétiques de grande ampleur qui dépassent un peu le cadre de la Commune de Val-de-Travers, bien qu'elle soit déjà grande.

Avec l'amendement de la CGF, qui dit *« dans l'intérêt de la Commune »*, ce qui pour l'Exécutif allait de soi, cela implique de garder cette opportunité de déborder sur un voisin pour avoir un effet plus grand sur notre Commune.

Comme le rapport le rappelle, les projets importants devront revenir vers le Législatif, puisque cela ne permettrait pas à l'Exécutif de déroger aux règles financières qui sont les nôtres, concernant des investissements et subventionnements

Mme Vaucher (Les Verts) remercie le président du Conseil communal pour ses explications et retire donc son amendement.

La présidente passe au vote de l'amendement de la CGF. **C'est à l'unanimité que le Conseil général accepte** l'amendement de l'article 6 alinéa 1.

Amendement du groupe Les Verts

Utilisation du fonds	Art. 6 [3]La décision d'octroi et le montant des subventions sont de la compétence du Conseil communal~~, qui fixera les conditions dans un règlement d'utilisation du fonds~~.

communal pour l'énergie	[4](nouveau) Le Conseil communal fixe les conditions dans un règlement d'utilisation de fonds après consultation de la commission d'urbanisme, de l'énergie et du développement durable et s'assure une répartition équilibrée des affectations prévues à l'alinéa 1.

Mme Vaucher (Les Verts) défend son amendement ainsi : *« Nous souhaitons assurer une répartition équilibrée de l'utilisation du fonds. Nous estimons que le changement de paradigme par rapport à la consommation énergétique peut se réaliser à travers des projets communaux et touchant une majorité de la collectivité. Nous plébiscitons toutefois par cet amendement l'émergence de projets privés ou d'entreprises, peut-être moins ambitieux mais tout autant important par rapport à la transition énergétique qui est indispensable pour l'avenir. Nous préconisons également de recourir aux compétences de la CUEDD pour préaviser le futur règlement d'utilisation des fonds. »*

M. Mermet (cc) indique qu'il faut garder en mémoire qu'il faut répondre aux fonctionnements dans notre Commune. Pour des petits montants, le Conseil communal peut fonctionner mais dans tous les cas, il devra informer la CGF. Au-delà de 50'000 francs ou pour des dépenses renouvelables moins importantes, il doit faire un rapport au Conseil général, donc si ce dernier concerne l'énergie, il passera à la CUEDD et à la CGF. Ce processus fait déjà partie de la règlementation communale. Par contre, la notion de répartition équilibrée est quelque chose de difficile à définir. Le Conseil communal préfère se référer aux commissions dans le cadre de projets, mais la notion de répartition équilibrée paraît difficile à mettre en œuvre et à décrire dans un projet.

Le Conseil communal s'oppose à cet amendement.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote de l'amendement du groupe Les Verts. **C'est par 31 non, 1 oui et 1 abstention que les amendements aux alinéas 3 et 4 de l'article 6 sont refusés par le Conseil général.**

La présidente passe au vote d'ensemble. **C'est par 32 oui et 1 abstention que le Conseil général approuve le règlement relatif à l'exécution de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL) du 25 janvier 2017 et la création d'un fonds communal pour l'énergie.**

---

9. RAPPORT RELATIF A L'EVOLUTION DES STRUCTURES SCOLAIRES ET D'ACCUEIL

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère de la jeunesse et de l'éducation (DJE).

M. Calame (cc) prend la parole en ces termes : *« Lors de votre séance du 25 septembre dernier, vous aviez approuvé une extension du crédit d'étude pour un site préscolaire centralisé, avec un signal très clair à l'attention du Conseil communal de privilégier une structure préscolaire sur deux sites plutôt qu'un seul.*

Dans l'intervalle, le Conseil communal a finalisé l'étude d'une crèche dans l'enceinte du Centre sportif, dont l'estimation des coûts figure dans le rapport qui vous a été soumis.

Le Conseil communal a aussi poursuivi sa réflexion sur ce second site préscolaire et pris le temps d'une réflexion globale sur l'état de nos structures et sur le potentiel d'amélioration de chacune d'entre elles.

Si ce rapport aura pu être considéré comme un petit peu long, il aura eu le mérite de dresser un état des lieux circonstancié, vous permettant de répondre aux questions stratégiques qui vous sont soumises.

D'abord, il s'agit de répondre à une question de fond : « Voulons-nous continuer notre politique du zéro refus dans nos structures d'accueil ? » Par zéro refus, on entend bien sûr le fait que chaque demande d'admission à la crèche ou au parascolaire devrait pouvoir être acceptée.

Cette politique est en ligne avec notre programme de législature, qui vise à augmenter notre population, à intéresser, entre autres, les travailleurs venant de l'extérieur à s'établir chez nous. Pour cela, il nous faut des zones à bâtir, certes, mais il nous faut aussi et surtout des structures bien distribuées dans la Commune et des places d'accueil en suffisance, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, comme l'explique le rapport.

Ensuite, il est demandé à votre Autorité de se positionner par rapport aux objectifs cantonaux en ce qui concerne le nombre de places d'accueil. Il est vrai que même si le Conseil d'Etat nous prie de considérer ces objectifs à l'échelle cantonale et de ne pas tirer un parallèle trop direct à l'échelle de la Commune, nous devons admettre que l'accueil extra-familial fait désormais partie des besoins qu'ont les jeunes parents pour pouvoir organiser et développer leur vie familiale et professionnelle.

Convaincu de devoir poursuivre cette ligne qu'il s'est fixé jusqu'ici, le Conseil communal soumet à votre approbation ce soir sa vision, sa proposition et sa priorisation.

Partant du constat que nos structures de Fleurier sont celles qui nécessitent notre plus immédiate attention, le Conseil communal propose une construction nouvelle, qui consiste, vous l'aurez lu, en un agrandissement du collège de Longereuse comme l'une des étapes les plus importantes à réaliser en priorité.

Dans cette définition des priorités, le Conseil communal a certes diminué la priorité du projet de construction d'une crèche au Centre sportif de Couvet au profit du projet de Longereuse, mais celui-ci aura le mérite d'être prêt à être mis en œuvre à l'avenir, si nous devions continuer de voir nos listes d'attentes se remplir et les objectifs démographiques se réaliser.

Le projet de Longereuse pourrait donner un visage nouveau aux structures d'accueil, il dotera la Commune des infrastructures nécessaires pour qu'elle ne se trouve plus, à l'avenir, dans la situation dans laquelle elle se trouve aujourd'hui, tâchant de répondre aux demandes d'accueil tant bien que mal, en imaginant des solutions « patchwork », incrémentales et sous-optimales à chaque rentrée scolaire et à chaque début d'année civile.

Le projet permettra aussi de répondre à de nombreux autres besoins en infrastructures scolaires, ainsi qu'à la réunification de nos deux bibliothèques de Fleurier.

Cette vision d'avenir placerait l'Exécutif dans un paradigme nouveau, celui de disposer des infrastructures au moment où la demande d'accueil augmente et ainsi de limiter les décisions futures, les nôtres, mais aussi celle des législatures à venir, à des considérations financières et politiques plutôt qu'organisationnelles. »

La présidente ouvre la discussion générale.

M. Schorderet (PLR) s'exprime ainsi : *« Il ne s'agit pas ici de consentir à des dépenses, ni de valider des crédits, ni encore d'autoriser le Conseil communal à la réalisation des projets. Il s'agit ici de se positionner face à une stratégie visionnaire et pragmatique de nos infrastructures scolaires et d'accueil.*

Il est temps de se poser une question existentielle : que voulons-nous faire de notre Val-de-Travers ? Souhaitons-nous s'enliser dans notre fonctionnement actuel, dans un canton périphérique de la Suisse, dans une Commune périphérique du canton ? Notre groupe est ambitieux et veut aujourd'hui donner les moyens à l'Exécutif de faire rayonner notre vallée au-delà des frontières cantonales !

La chute de la démographie du canton de Neuchâtel et particulièrement de la Commune de Val-de-Travers est un signal qu'il faut impérativement prendre en considération. C'est avec ce genre de projet que notre Commune peut se démarquer et offrir à la population des prestations exemplaires et nécessaires à la qualité de vie. Au passage, nous saluons les démarches du Conseil communal qui ne laisse aucune famille sur le carreau. Toutes les collectivités publiques n'ont pas cette sensibilité, soyez-en assuré !

Notre société évolue et le modèle social se transforme peu à peu vers un avenir plus égalitaire, plus juste ! Autant l'homme que la femme travaillent et les questions liées aux enfants doivent être résolues. Nous avons besoin de ce genre de projet pour faire prospérer notre économie.

Sans entrer dans le détail, le groupe PLR est favorable à la stratégie du Conseil Communal qui consiste à créer deux centres d'accueil. C'est un équilibre judicieux entre pragmatisme, coût de fonctionnement et proximité. Le projet de Fleurier permettra également de répondre aux besoins de la Commune, notamment au niveau de la bibliothèque, de l'accueil et des surfaces administratives. En outre, nous demandons au Conseil communal, dans le projet définitif, de réfléchir à des solutions autoporteuses pour améliorer la rentabilité de ce bâtiment. Nous pensons, par exemple, à un étage supplémentaire en location.

Pour terminer, nous souhaitons remercier vivement le Conseil communal pour ce rapport très détaillé et très complet. Le futur nous attend et nous sommes persuadé que Val-de-Travers est prêt à relever les défis qui sont les siens. »

M. Mehmetaj (UDC) prend également la parole : *« Le groupe UDC a pris connaissance du rapport relatif à l'évolution des structures scolaires et d'accueil à Val-de-Travers.*

Nous sommes conscients que chaque projet ambitieux et visionnaire demande beaucoup d'énergie et d'investissement financier. Mais nous sommes persuadés que ces mesures sont nécessaires au développement futur de notre Commune.

C'est pourquoi le groupe UDC accepte le projet tel que demandé par le Conseil communal. »

Mme Vaucher (Les Verts) s'exprime à son tour : *« Nous remercions le Conseil communal pour ce rapport particulièrement bien étoffé. Nous notons avec grande satisfaction la prise en considération dans les options stratégiques des deux types d'accueil – pré et parascolaire – malgré le fait que notre amendement à ce sujet n'ait pas été accepté lors du Conseil général du 25 septembre dernier. Avec la révision récente de la loi cantonale sur l'accueil des enfants, nous constatons que notre Commune n'atteint pas les objectifs prévus. Cela ne constitue pas vraiment un problème, puisqu'il s'agit bien de cibles mathématiques. Mais l'on voit que depuis quelques mois nous sommes rattrapés, voire dépassés par la réalité. Nous devons donc, ce soir, retenir les futures options stratégiques, avec à la clé de nouvelles infrastructures et donc des investissements nécessaires. Ceux-ci sont en effet conséquents et devisés à environ 10 millions de francs. Ceci nous semble une réalité incontournable dans la mesure où du bricolage – veuillez-nous excuser pour ce terme – est exécuté régulièrement pour répondre aux nouvelles demandes qui sont en augmentation. Enfin, ce bricolage est plus ou moins organisé puisque le Conseil communal a eu la sagesse de mettre en place des critères de priorité pour cadrer les demandes. Mais les locaux ne s'inventent pas ! La rareté des places est également amplifiée par la diminution du nombre de mamans de jour découragées par les nouvelles règles mises en place récemment. Nous relevons aussi que les dotations en personnel d'encadrement doivent répondre à des normes précises et que, de ce fait, il est, il sera nécessaire d'adapter le personnel en conséquence.*

Par rapport à l'avenir, notre groupe soutient le développement de places supplémentaires d'accueil. Nous estimons que la mise à disposition de ces structures incombe principalement à la Commune et fait partie de sa mission publique. Nous souhaitons toutefois que des contacts étroits avec des acteurs potentiels de ce domaine et les entreprises fleurons de la région soient pris dans l'optique de stimuler des partenariats public-privé.

Concernant le site de Couvet et le bâtiment sis à Edouard Dubied, nous rappelons qu'il s'agit d'une ancienne usine. Avant la reprise du 1er étage pour le parascolaire, quelques membres de la commission de la crèche de l'époque avaient déjà relevé l'inadéquation du bâtiment pour ce type d'accueil. Dans la mesure où une entreprise privée est ou sera touchée par ces réorganisations, nous souhaitons obtenir les garanties que les conditions liées au droit du bail soient bien respectées. Pour ce qui est de l'avenir du Centre sportif et des investissements envisagés pour le pré-scolaire, le projet final nous laisse craindre des coûts qui pourraient se révéler plus onéreux qu'une nouvelle construction et pour un résultat probablement moins adapté. Si nous comprenons la nécessité d'optimiser les espaces actuels, ce projet devrait s'inscrire dans les réflexions demandées dans le

cadre du postulat accepté par le Législatif l'année dernière sur la vision à moyen et long terme du Centre sportif.

Pour le village de Fleurier, il nous paraît qu'une nouvelle construction devient incontournable au vu des difficultés actuelles avec les locaux de Temple 7. Non seulement ce site est loin de répondre aux attentes communales, mais il semble que les dispositions négociées dans le cadre du bail se révèlent être un fiasco. Le regroupement de plusieurs services communaux et en particulier ceux du dicastère de la jeunesse et de l'enseignement est intéressant. Le préconcept fourni dans le cadre du rapport est toutefois à affiner par rapport à la cohabitation des futurs utilisateurs ou à la nécessité de disposer de locaux supplémentaires pour la gymnastique.

En conclusion, nous remercions le Conseil communal pour le bilan global qui a été dressé et les différentes pistes explorées et tout cela en un temps record. Nous espérons qu'un signal fort sur la nécessité de développer cette offre aux familles sera donné ce soir. Il s'agit d'une première étape importante qui devra poser sereinement les bases pour la suite. »

Mme Sarah Fuchs-Rota (PS) prend la parole ainsi : *« Le groupe socialiste a pris connaissance avec grand intérêt du rapport du Conseil communal au Conseil général relatif à l'évolution des infrastructures scolaires et d'accueil à Val-de-Travers.*

Nous avons pu remarquer que la mise en page du document a dû subir quelques couacs, probablement lors d'une manipulation informatique, mais cela n'enlève rien à la qualité et à la précision de son contenu. En effet, nous tenons à remercier vivement le Conseil communal d'avoir aiguisé sa vision stratégique, en désirant pérenniser l'accueil pré et parascolaire de notre Commune. L'héritage des Communes passées nous a permis de mettre en place les structures actuelles, mais celles-ci arrivent à saturation et certaines ne sont plus adéquates. Il est donc temps de donner les moyens à notre Commune de pouvoir répondre aux futures demandes des familles, rendant par là même plus attractive notre région pour attirer de nouveaux contribuables et pour atteindre graduellement les objectifs cantonaux en matière d'accueil. Cette vision stratégique s'inscrit sur le long terme, elle est cohérente et réfléchie. De plus, elle est financièrement abordable et évitera à la Commune de payer des loyers conséquents, comme c'est le cas actuellement.

Nous resterons attentifs au futur projet de construction de l'extension du collège Longereuse et nous réjouissons, si ce rapport est accepté, de pouvoir débattre à son sujet. A ce propos, et même s'il ne s'agit ici que d'une vision stratégique, nous espérons que la définition du site et que l'architecture du bâtiment répondront avant tout à des priorités d'ordre pédagogique, tout en prenant en compte également la modularité spatiale, ainsi que d'éventuels partenariats public-privé, en ce qui concerne les activités sportives par exemple.

Le groupe socialiste acceptera donc à l'unanimité le rapport du Conseil communal. »

Mme Ioset (POP) s'exprime également : *« Nous accueillons avec enthousiasme la nouvelle orientation du projet relatif aux structures d'accueil pré et para scolaire de Val-de-Travers. Tout en comprenant la nécessité de rationaliser ce service, le POP soutiendra un projet comprenant deux, voire trois sites d'accueil qui pourront se développer graduellement par rapport à une demande croissante tout en gardant une dimension humaine. La vision du Conseil communal est une vision à long terme. Elle est favorable aux familles et par conséquent à la démographie car les structures d'accueil sont de véritables atouts pour une région.*

Nous saluons l'idée de la construction de l'extension à Longereuse accueillant en plus une cantine, un espace pour les devoirs surveillés, la bibliothèque et éventuellement une salle de gymnastique.

Un grand merci à nos Conseillers communaux et leurs équipes pour ce rapport et l'étude approfondie des besoins de nos enfants. »

M. Calame (cc) remercie les groupes pour l'accueil quasi unanime de ce rapport et pour certains mots à propos de sa réalisation.

Il apprécie de voir que le groupe PLR salue la politique du zéro refus, que le Conseil communal a essayé de mettre en place depuis un certain temps.

Pas de dépenses ni d'autorisation ce soir mais simplement une validation d'une stratégie. L'Exécutif reviendra auprès du Conseil général, avec cette fois-ci, des demandes plus précises, mais dans un premier temps il va s'agir, comme le demande aussi le groupe socialiste, d'un concours architectural, afin de pouvoir bien évidemment élaborer un concept, à comparer à celui couché dans le rapport élaboré sans aide aucune de bureau d'architecture ou autres. La première étape sera donc clairement la mise en place de ce concours qui donnera aussi des solutions par rapport à la gymnastique comme le demandait aussi le groupe des Verts et bien entendu, le Conseil communal mettra les aspects pédagogiques au centre de ces préoccupations.

En ce qui concerne les commentaires du groupe Les Verts, le Conseil communal constate aussi que les objectifs cantonaux restent purement mathématiques et non pas des règles strictes à adopter. Le Conseil communal y est toutefois attentif. Le partenariat public-privé, qui rejoint la question du groupe PLR par rapport à la suggestion de solution autoporteuse, sera analysé dans les prochaines étapes de ce projet.

Concernant le droit du bail à Edouard-Dubied 2, bien entendu que l'Exécutif mettra tout en œuvre pour que ces droits soient respectés comme il se doit.

Il remercie encore l'Assemblée pour son enthousiasme et lui assure que, dans un court intervalle, il reviendra avec plus d'informations.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote d'ensemble. **C'est à l'unanimité que le Conseil général approuve le rapport relatif à l'évolution des structures scolaires et d'accueil et la vision à long terme des infrastructures scolaires et d'accueil du Val-de-Travers,** tel que présenté par le Conseil communal.

---

10. RAPPORT SUR L'INTRODUCTION DE CLASSES PRIMA

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère de la jeunesse et de l'éducation (DJE).

M. Calame (cc) prend la parole en ces termes : *« Après les questions réglementaires et les projets d'infrastructures, voici un projet d'avenir lui-aussi, mais un projet à caractère pédagogique que le Conseil communal considère comme une chance pour les futurs élèves de notre Cercle scolaire.*

Les études psycholinguistiques et les expériences réalisées à l'étranger l'ont démontré, l'apprentissage d'un second langage est grandement facilité s'il débute avant l'âge de 7 ans.

On peut lire dans la littérature spécialisée que le cerveau de l'enfant avant cet âge est si flexible qu'il est tout aussi capable d'apprendre deux langages qu'une seule ! Les deux langages ne se disputent pas le même espace dans le cerveau, la deuxième ne s'installe pas au détriment de la première !

Il n'apparaîtra surprenant à personne que l'on dise que les Romands sont bien plus mauvais en allemand que les Alémaniques en français, les épreuves de référence menées à l'école sont là pour en témoigner.

Dès lors que le canton de Neuchâtel a mis en place le programme PRIMA depuis plus de 7 ans, plusieurs cercles scolaires lui ont emboîté le pas, installant petit-à-petit des filières PRIMA dans le Canton.

Le Conseil communal vous demande ainsi ce soir une nouvelle validation stratégique, sur ce concept plaçant la plupart des plus petits de nos élèves dans un environnement immersif français-allemand dès le mois d'août 2019, avec une claire ambition du Conseil communal et du comité de pilotage d'étendre cette opportunité à l'ensemble des élèves du cercle à moyen terme.

Même si les objectifs du projet sont alléchants pour notre jeunesse et que la faisabilité technique de réalisation de ce projet a pu être vérifiée, il n'en demeure pas moins vrai que le défi principal réside dans la formation de notre corps enseignant.

Voilà un défi que le Conseil communal a désiré relever, sur la recommandation unanime du comité de pilotage, décidant toutefois de se donner les moyens de la réussite, notamment en allouant le budget de fonctionnement nécessaire aux plans de formation dédiés aux enseignants intéressés et aux transports scolaires supplémentaires qui seront requis suite à la redéfinition de l'organisation des classes du cercle.

Le projet, tel qu'il vous est soumis ce jour, a le mérite d'être ajustable jusqu'au début de l'année 2019, date à laquelle le nombre d'enseignants prêts à relever ce défi sera connu et définitif.

En effet, un déploiement en plusieurs étapes, sur plusieurs rentrées scolaires, pourrait être reconsidéré plutôt que celui, global, prévu à ce jour, si d'aventure nous n'avions pas réussi à mobiliser suffisamment d'enseignants, mais l'espoir demeure.

Le Conseil communal est convaincu que l'objectif est atteignable et qu'il s'agit d'une chance pour les futurs élèves de notre cercle scolaire ; il vous remercie pour votre examen attentif de ce dossier et reste à votre disposition pour tout complément d'information que vous pourriez souhaiter. »

La présidente donne la parole aux différents groupes.

Mme Céline Rufener Eschler (PLR) s'exprime en ces termes : *« Le groupe PLR a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de ce rapport.*

Ce projet ambitieux et novateur a convaincu une majorité des membres de notre groupe. Nous tenons d'ailleurs à remercier le Conseil communal et plus particulièrement le dicastère de la jeunesse et de l'enseignement, pour sa dynamique et son ambition dans la mise en place d'un tel projet. Nous sommes convaincus que ces visions d'avenir sont une réelle plus-value pour notre région et un attrait de plus pour l'accueil de futures familles dans notre Commune. De plus, le fait de repeupler les villages et d'utiliser les infrastructures existantes tout en désengorgeant les « grands centres » que sont Couvet et Fleurier, nous a particulièrement plu.

Cette nouveauté est aussi une belle opportunité pour les enseignants de notre cercle d'évoluer et de se former. Nous espérons qu'ils sauront mesurer l'attrait de ce projet pédagogique et saisiront l'opportunité de formation qui leur est offerte.

En ce qui concerne l'engagement des futurs enseignants, le groupe PLR souhaiterait insister sur le choix de ceux-ci, en privilégiant des candidats avec de solides connaissances en allemand (voir même bilingue) même si nous savons que la possibilité de choisir n'est pas toujours possible.

Pour conclure et vous l'aurez compris, le groupe PLR acceptera, dans sa majorité, l'augmentation des budgets de transports et de formation mentionnés dans ce rapport. »

M. Rosselet-Christ (UDC) prend la parole à son tour : *« Le groupe UDC a pris connaissance avec intérêt de ce rapport de qualité et en remercie ses auteurs.*

Ce projet est intéressant, dans la mesure où l'apprentissage de l'allemand est une condition sine qua non largement sous-estimée pour l'avenir professionnel de nos enfants et un apprentissage en immersion est un excellent moyen pour se familiariser à la langue de Goethe.

Un point soulève toutefois des interrogations auprès de notre groupe : le programme comprend un complément de formation pour les enseignants d'allemand, qui représente, nous citons, le plus gros défi ! Nous comprenons en substance que les professeurs de la langue germanique ne sont dès lors pas germanophones de naissance, ou tout du moins pas parfaitement bilingues... Nous pensons qu'il serait largement plus profitable (et certainement moins coûteux) pour notre école et pour nos élèves d'engager des professeurs de langue allemande/germanophones de naissance ou parfaitement bilingue. Le Conseil communal peut-il faire la lumière sur la situation présente ?

En dehors de cela, notre groupe sera bien entendu favorable à cette proposition, estimant qu'il s'agit d'un bon investissement pour l'avenir de nos enfants qui, lorsqu'ils seront en âge d'entrer dans la vie professionnelle, les entreprises actives dans de nombreux secteurs requerront une bonne maîtrise de

l'allemand. Cette langue étant par ailleurs la première parlée en Suisse, une bonne maîtrise favorise également la cohésion nationale, ce que l'UDC défend avec ferveur. »

Mme Margherita Giovenco (PS) s'exprime également : *« Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, ou plutôt devrais-je dire : Grüsse mittenand, schöne abend, losed si bitte zue !*

C'est sûrement ce que nous entendrons bientôt dans la bouche de nos jeunes Vallonniers.

Nos chers bambins de Val-de-Travers n'en sont encore pas là mais nous sommes sur la bonne voie…

Le rapport du Conseil communal relatif à l'introduction de l'apprentissage de l'allemand par immersion dans notre Cercle scolaire a retenu toute l'attention du groupe socialiste.

En effet, le groupe y voit une motivation nouvelle en vue d'une amélioration du niveau de l'acquisition de l'allemand. De plus, une telle démarche pourrait rendre la Commune plus attractive grâce à cette approche novatrice.

Finalement, il sera un beau défi pour les ressources humaines de trouver des enseignants qui maîtrisent la langue de Goethe pour l'enseigner ou qui accepteront de partir se former en Allemagne. Nous espérons également que le Canton continuera de soutenir cette démarche aussi bien au niveau de l'organisation qu'au niveau financier.

Le groupe socialiste est donc d'accord d'autoriser l'augmentation des budgets de transport et de formation. »

M. Vaucher (POP) prend également la parole : *« Comme le rapport précédent, celui-ci est tourné vers l'avenir et démontre la volonté du Conseil communal de voir loin, au-delà d'échéances électorales, dans une vision constructive et volontariste pour notre Commune et notre district. Le projet est conçu dans la durée, puisque à terme il se développera jusqu'à la fin du cycle 3. PRIMA, c'est la chance pour beaucoup d'élèves de pouvoir suivre un enseignement bilingue. C'est la chance de s'ouvrir à une autre langue, mais aussi à une autre culture, de développer une autre façon de penser et de réfléchir et de se sentir à l'aise dans notre pays, même outre Sarine.*

C'est enfin, à terme, permettre à ces élèves de profiter d'opportunités professionnelles et de suivre des filières d'études qui sans cela leur seraient fermées.

Le seul bémol est que tous les enfants de Val-de-Travers ne puissent bénéficier de la chance d'être scolarisés dans une classe PRIMA dès 2019. Mais nous savons que tous les enseignants ne peuvent pas actuellement assurer un enseignement bilingue et qu'il faut par conséquent avancer par étapes.

Pour revenir à une vision plus « communale », ce projet est intéressant à plus d'un titre. Les collèges des petits villages deviendront attractifs pour les élèves des plus grands villages, puisque y être scolarisé sera un réel plus. Et je ne reviendrai pas sur l'importance sociale des écoles de villages. L'attractivité de notre région sera améliorée, en particulier pour de jeunes couples ou des familles qui feront le choix de s'établir à Val-de-Travers, car les structures offertes à leurs enfants (crèches et classe bilingues) sont performantes, de qualité et meilleures que dans beaucoup d'autres régions.

Le POP soutiendra et appuiera le rapport du Conseil communal avec enthousiasme. Super PRIMA ! »

M. Calame (cc) remercie une nouvelle fois l'Assemblée pour cet accueil largement majoritaire.

Il répond au groupe UDC qu'effectivement, le plus gros défi sera de trouver des enseignants bilingues ou avec de grandes connaissances d'allemand. Bien entendu que le Conseil communal va, à l'avenir, modifier sa stratégie de recrutement de personnel. Pour les enseignants qui devront, ou devraient à l'avenir, prendre des classes ou une partie d'enseignement dans les classes PRIMA, mais il est aussi bien évident que nous avons aujourd'hui un personnel en fonction et qu'il est tout à notre avantage de pouvoir fournir à ce personnel existant, une carrière dans notre Cercle scolaire. On sait combien il est difficile de recruter des enseignants pour venir à Val-de-Travers, systématiquement la question se repose sur les remplacements de longue durée, ou même de courte durée, comment faire pour obtenir du personnel formé. Du sens de l'Exécutif, il est très important d'offrir aux enseignants actuels l'opportunité de devenir « PRIMA-compatible ». Il est clair qu'on ne devient pas bilingue en partant

6 semaines en Allemagne, mais dans la mesure où on part peut-être avec un B2 ou un C1, une expérience en immersion, comme prévu dans le programme, a de grandes chances de donner à ces enseignants de 1ère et 2ème Harmos, les atouts dont ils ont besoin pour évoluer dans ces classes, sachant qu'à partir de la 3ème Harmos, on ne parle plus d'un mi-temps mais de 15% à 30% d'enseignement bilingue dans chacune de ces classes. Un enseignant, que nous aurions peut-être pu trouver, qui soit complètement bilingue, voire même de langue maternelle allemande, pourra officier dans 1, 2, voire 3 classes de 3ème année.

Oui c'est un défi, aujourd'hui la totalité des 4 enseignants prévus pour la rentrée 2019 n'est pas atteint mais le Conseil communal a bon espoir. Peut-être aussi qu'il peut compter sur un mini coup de pouce de prévoyance.ne qui est à deux doigts d'inciter ou de proposer à certains enseignants de considérer leur départ en retraite de façon anticipée. Cet élément donnera peut-être de quoi renforcer notre campagne de recrutement. Le Conseil communal imaginait même, éventuellement, une jolie offre d'emploi affichée à la gare de Noiraigue où les touristes alémaniques sont fréquents. La politique de recrutement sera complètement remise à jour mais dans le but primaire et initial de conserver un travail à tous les employés actuels.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote. **C'est à l'unanimité que le Conseil général approuve le rapport sur l'introduction de classes PRIMA, qui autorise l'augmentation des budgets de transports et de formation,** tel que présenté par le Conseil communal.

11. CREDIT-CADRE DE 473'000 FRANCS POUR LA RENOVATION DES QUATORZE PLACES DE JEUX EQUIPANT LES JARDINS PUBLICS DE VAL-DE-TRAVERS

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère des infrastructures (DI).

M. Yves Fatton (cc) rappelle que, dans le cadre de son programme de législature 2016-2020, le Conseil communal a décidé de mettre l'accent sur la rénovation et la modernisation des différentes places de jeux équipant les différents villages de la Commune de Val-de-Travers, dans le but de renforcer et de favoriser l'attractivité de notre Commune.

Pour mener à bien cet important projet, le Conseil communal sollicite ce soir un crédit-cadre important de 473'000 francs, échelonné sur une période de 6 ans, afin de permettre la rénovation de 14 places de jeux. Cette importante remise à niveau permettra de mettre à disposition de la population des infrastructures de rencontres modernes, équipées d'installations sécurisées et adaptées aux utilisateurs de tous âges, ainsi qu'aux attentes des différentes familles.

Pour mener à bien cette réflexion, un inventaire détaillé de chaque place de jeux a été effectué par le dicastère des infrastructures, avec l'aide d'une entreprise spécialisée, pour analyser l'emplacement des places de jeux actuelles afin de connaître si ces dernières sont toujours en adéquation avec sa destination, soit au niveau de la sécurité, de la proximité des axes routiers ou encore de la qualité de son accessibilité.

On a également essayé d'identifier la surface et la nature du terrain, afin de permettre la disposition la plus adaptée possible aux nouveaux jeux proposés et l'inventaire précis de ceux en place, pour connaître leur durée de vie et l'attractivité de ceux-ci afin de définir l'ordre de priorité des interventions futures. La définition des priorités a observé aussi, en tenant compte notamment de l'aspect sécuritaire et les éventuels synergies avec les autres projets communaux, typiquement la Place de la gare à Fleurier.

Enfin, l'établissement, sur la base de ces indicateurs et avec l'aide d'une entreprise partenaire, d'une proposition d'aménagement moderne, sûre, adaptée aux standards actuels et en adéquation surtout avec le nouveau guide romand des places de jeux, qui sortira fin juin.

Pour rappel, les services de l'Etat ont pu prendre connaissance des différents projets et ont confirmé qu'ils étaient en adéquation avec ce qui est en train de se faire au niveau cantonal.

En annexe du rapport, il y a 14 fiches techniques inhérentes aux places de jeux actuels qui définissent : l'ordre de priorité de l'intervention, l'environnement, les jeux actuels, les jeux à supprimer,

les jeux à rénover, les travaux de sol à effectuer, les propositions d'amélioration, un plan de situation ainsi que les coûts et les heures de mise en place. Ce ne sera pas moins de 1'290 heures qu'il faudra consentir au sein de la voirie pour réaliser ce travail sur une période de 6 ans. Chaque année, il pourrait être établi environ 250 à 300 heures, donc en moyenne 1 à 2 jardins publics en fonction de leur grandeur.

Chaque place de jeux, avant sa mise en œuvre, sera reprise dans le détail, avec la commission des travaux publics, étoffées au besoin d'autres personnes, afin de coller au mieux aux attentes des utilisateurs.

De plus, s'il s'avère qu'une place de jeux, dans le temps, n'est plus judicieuse, il sera réfléchi afin de savoir si elle sera maintenue ou supprimée. Durant cette période de 6 ans, il y aura une certaine évolution des jeux mis à disposition et l'idée est aussi de pouvoir s'adapter en fonction de l'évolution de ceux-ci.

Concernant les coûts et selon les obligations légales, fixées par la LFinEc, c'est un intérêt de 2% et un amortissement de 5% qui est consenti, ce qui représente, au niveau de la charge communale au bout des 6 ans, un investissement de 28'380 francs.

Le Conseil communal reste persuadé qu'avec la modernisation des places de jeux, il va aussi pouvoir améliorer l'accueil des familles. Avoir des places de jeux attractives, qui sont en adéquation avec les attentes, c'est aussi un plus pour permettre aux familles d'accéder à notre région et de venir s'y établir.

La présidente ouvre la discussion générale.

M. Vaucher (POP) prend la parole en ces termes : *« Ayant interpellé le Conseil communal plusieurs fois sur ce sujet, le POP salue sa décision de prendre à bras le corps, de manière globale et échelonnée dans le temps, la mise à niveau des places de jeux de notre Commune. Nous espérons qu'ensuite, la réflexion sera poursuivie pour l'aménagement des jardins eux-mêmes, afin de développer la mixité sociale et inter générationnelle. Le principe du crédit-cadre nous plaît car il évite que notre autorité soit consultée à chaque dépense. Cette manière de faire permet que les réflexions de détail soient faites par le Conseil communal, assisté par les commissions. Ce sont les raisons pour lesquelles notre autorité a déjà accepté plusieurs de ces crédits-cadres dans diverses situations. Notre rôle ce soir est donc bien de donner un accord de principe à la réfection des places de jeux et non pas de discuter dans les détails du bien-fondé de conserver telle ou telle place ou de la pose d'un jeu ou d'un autre.*

Le crédit proposé s'étalant sur six ans et permettant d'équiper de manière durable et sécurisée nos places de jeux tout en profitant des compétences des TP pour diminuer la facture, le POP entrera en matière et acceptera le crédit proposé. »

M. Florian Dreyer (PLR) indique que son groupe a pris connaissance avec attention du rapport relatif à la demande de crédit de 473'000 francs pour la rénovation des 14 places de jeux de la Commune.

La séance de préparation du PLR a fait ressortir quelques interrogations, comme par exemple : est-ce vraiment une priorité de rénover ces 14 places de jeux ? Ou encore, ces places de jeux seront-elles utilisées ? Est-ce que cela en vaut vraiment la peine ?

Selon son groupe, oui, cela semble important. En effet, cette démarche s'inscrit parfaitement dans le programme de législature. Ces places de jeux ne seront que bénéfiques pour la qualité de vie et l'attractivité de notre chère vallée. Il faut également mettre en avant que ces rénovations permettront de mettre aux normes nos places qui, pour certaines, il faut le dire, deviennent limites au niveau sécuritaire. Mais cela dit, il ne faudra pas non plus sursécuriser nos places car dans ce cas-là, la facture pourrait s'allonger.

Il est important de souligner que ces nouveaux jeux seront plus durables dans le temps : le fait de travailler avec des entreprises compétentes dans ce domaine permet d'être bien aiguillé. Cependant, son groupe met en garde la commission des travaux publics : elle devra être particulièrement attentive lors des rencontres prévues sur les différents sites avant de commencer les travaux. Les bonnes

questions devront être posées, comme par exemple, est-il vraiment nécessaire de conserver 5 places de jeux dans le village de Fleurier ?

Malgré cette dépense qui pourrait faire peur, le groupe PLR soutiendra majoritairement ce projet. Ce n'est pas parce que les temps sont durs qu'il ne faut plus rien investir. Il est primordial de garder notre Commune vivante et attrayante.

M. Schülé (UDC) s'exprime ainsi : *« Le groupe UDC a pris connaissance avec intérêt de ce rapport de qualité et en remercie ses auteurs.*

Le projet est globalement satisfaisant, les aires de jeux sont une part intégrante de l'attractivité de notre Commune pour les familles, il faut dès lors les entretenir convenablement.

Notre groupe s'interroge toutefois sur un point : la Commune dispose-t-elle de rabais de quantité auprès du prestataire d'infrastructures pour la rénovation de toutes ces places de jeux ? Si ce n'est pas le cas, ne serait-il dès lors pas judicieux d'en négocier ?

Moyennant cette clarification, l'UDC est satisfaite du projet et l'acceptera tel que proposé. »

Mme Cécile Mermet Meyer (PS) indique que l'attractivité de la Commune, l'accessibilité et la bonne intégration de toutes les familles est un objectif de longue date du parti socialiste mais également partagé par de nombreuses autres formations politiques.

Le groupe socialiste est sensible au fait qu'une place de jeux est un lieu de rencontre important pour les familles avec enfants, un lieu où chacun peut se défouler, partager un jeu ou une discussion en toute sécurité et ce, quelle que soit l'origine ou les moyens des individus. L'intégration se fait aussi dans ces lieux de vie et d'échange que sont les places de jeux.

Son groupe a consulté le rapport joint à la demande de crédit-cadre et son contenu lui a semblé clair et concis. Les réflexions menées par le Conseil communal, la commission des travaux publics et le service de la voirie démontrent que le sujet a été traité avec sérieux et que le confort et la sécurité des enfants ne sont pas des thèmes à prendre à la légère à Val-de-Travers.

Certes, le montant des travaux semble élevé et il est facile d'avancer qu'une balançoire, bricolée par maman, coûterait bien moins cher, mais nous parlons ici de places de jeux publiques et de la sécurité du plus grand nombre, selon des normes établies. Les Autorités ont par conséquent un devoir et une responsabilité envers la population.

Le groupe socialiste pense jeux et rencontres mais aussi santé. A une époque où la sédentarisation des plus jeunes inquiète, il faut imaginer les répercussions d'une société qui n'encouragerait pas le mouvement. Le message donné par Val-de-Travers est clair : sortez, bougez, rencontrez !

Le parti socialiste remercie le Conseil communal pour ce rapport et acceptera la demande de crédit-cadre à l'unanimité.

Mme Vaucher (Les Verts) prend la parole ainsi : *« Nous remercions le Conseil communal pour ce rapport ainsi que pour l'inventaire détaillé des différentes places de jeux de la Commune. Nous considérons que ce crédit est relativement conséquent. Nous espérons que l'investissement prévu sur 6 ans, soit environ 80'000 francs par année, permettra de mettre à niveau ces jardins publics et apportera la satisfaction voulue des utilisateurs.*

Nous constatons toutefois un déséquilibre parfois important entre les différents villages, non pas dans les investissements prévus, mais plutôt dans les équipements ou les propositions d'amélioration. Aussi, nous enjoignons le Conseil communal à veiller à ce qu'un équipement de base – banc, balançoire pour tous – soit défini et en particulier dans les villages qui ne disposent que d'une seule place de jeux. En effet, il nous semble que les agencements de Boveresse, St-Sulpice et Noiraigue méritent d'être réétudiés. Notre groupe entrera en matière et acceptera l'arrêté moyennant qu'un rééquilibrage des installations soit effectué. »

M. Fatton (cc) remercie les groupes pour l'accueil favorable de ce rapport.

Comme évoqué par le groupe POP, les places de jeux sont un premier élément, mais les jardins publics devront aussi avoir une attention un peu plus particulière quant à la sécurisation ou, en tout cas, à la mise en valeur de certains de ces jardins publics.

Il répond au groupe PLR que c'est une priorité pour le Conseil communal de remettre à niveau ces jardins publics dans le cadre du développement démographique. Evidemment, il n'est pas question de faire de la surenchère au niveau des places de jeux. Il rappelle que celles en place actuellement ont été décidées par les anciennes Communes car il y avait aussi une nécessité. La difficulté rencontrée aujourd'hui est de trouver d'autres emplacements pour les places de jeux, mais il faut aussi faire attention de les mettre en adéquation avec les projets de développement qui sont prévus dans certains villages.

Il rappelle que dans le cadre de la création de nouveaux quartiers, il y a une obligation légale d'y mettre des jardins publics. Il y a peut-être moins de jardins publics sur Couvet que Fleurier, mais au vu du développement de certains endroits à Couvet, d'office d'autres jardins publics devront être créés dans le cadre de la création de ces quartiers.

Il confirme à l'UDC que le Conseil communal essaie de travailler au mieux avec l'argent mis à disposition au dicastère des infrastructures. Chaque fois, il essaie de diminuer les coûts. La difficulté est que ce sont des entreprises spécialisées, il n'y en a pas énormément en Suisse et il essaie de travailler avec elles mais aussi de faire fonctionner la concurrence.

Il remercie également le groupe socialiste pour sa bonne démarche par rapport à ces jardins publics. Le guide romand, si ce crédit est accepté, va être présenté au sein de la Commune le 28 juin prochain. Ce nouveau guide romand parle du mouvement, que ces places de jeux doivent être intergénérationnelles : c'est tout à faire dans cette philosophie que le Conseil communal essaie de s'inscrire avec ces nouvelles places de jeux.

Il confirme au groupe Les Verts qu'il y a peut-être des disparités entre les petits et grands villages. Il rappelle que la dernière place de jeux réalisée entièrement est celle de Noiraigue. Cela avait été décidée par les autorités néraouies de l'époque et pour l'instant cette place de jeux ne sera pas modifiée. A Saint-Sulpice, cela a aussi été remis en état il n'y a pas longtemps et pour ce qui est de Boveresse, il faudra prendre comme indicateur supplémentaire qu'il y a quelques fois une cantine qui se monte sur cet emplacement et les jeux doivent être démontables. Il faut donc prévoir des jeux qui s'adaptent en fonction des activités des sociétés locales dans ces différents villages.

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente passe à l'examen de détail de l'arrêté puis au vote d'ensemble. **C'est à l'unanimité que le Conseil général approuve l'arrêté relatif à la rénovation des quatorze places de jeux équipant les jardins publics de Val-de-Travers,** tel que présenté par le Conseil communal.

---

12. COMMUNICATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Gestion de l'Areuse – Pont de Travers

M. Mermet (cc) rappelle les inondations importantes que notre Commune a subi en fin d'année passée. Ces inondations sont récurrentes et inquiètent notre Exécutif. La Commune est responsable de la protection contre les dangers naturels (les crues, les chutes de pierres, etc.) et le Canton est responsable de l'environnement, de la nature, etc.

Lors de crues, ces deux problématiques se télescopent et quelques fois se contredisent. Le Conseil communal lance donc une étude globale sur l'Areuse, notamment la partie en amont de Travers, soumise à des inondations récurrentes. Cette étude va couvrir à la fois la problématique d'inondations et celle de la nature, de manière à ce qu'un projet puisse être proposé et accepté par tous.

Cette étude est lancée conjointement par la Commune et la Canton.

---

13. MOTIONS, PROPOSITIONS ET PROJETS D'INITIATIVES COMMUNALES

Aucune motion, proposition, ni projet d'initiative communale n'est présenté par le Législatif.

14. RESOLUTIONS

Aucune résolution n'est présentée par le Conseil général.

15. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

A) INTERPELLATIONS

1. Interpellation déposée par le POP lors de la séance du 12 mars concernant **la prévention de conflits d'intérêts**

« Le POP s'interroge au sujet de la prévention d'éventuels conflits d'intérêts au sein de la Commune.

Les règlements et procédures contiennent-ils des garde-fous contre des situations de « copinage » ou de manque de transparence dans l'attribution de mandats ? Par exemple, y a-t-il systématiquement des appels d'offres au moment d'externaliser une tâche de nettoyage ? Est-il clairement établi que l'étude d'architectes à qui est confié une étude de faisabilité ne participera pas à l'appel d'offres si le projet étudié se concrétise ?

Quand une tâche est externalisée, le Conseiller communal en charge du dicastère concerné s'assure-t-il que les employés de l'entreprise engagée reçoivent un traitement salarial conforme, au moins, au minimum légal dans le canton ?

Nous estimons que la Commune se doit d'être transparente et exemplaire et que cette notion devrait être clairement traitée par écrit dans nos règlements et marches à suivre. »

M. Mermet (cc) rappelle que dans l'attribution de mandat, la Commune est soumise à la loi sur les marchés publics ; la loi cantonale, qui reprend le cadre fédéral et même le cadre international.

Pour tous les marchés publics, 4 procédures sont possibles. La procédure ouverte : c'est une grande procédure, publiée sur Simax. Elle très complexe, il faut beaucoup d'énergie pour préparer les projets. La procédure sélective : c'est à peu près la même mais il est possible de choisir qui a le droit de répondre. La procédure sur invitation : assez courante, on choisit à qui on demande des offres. La procédure de gré à gré : il est procédé librement en attribuant le marché à un prestataire.

Ces procédures reposent sur des valeurs : des seuils sont fixés par les autorités cantonales. Par exemple, dans les services, les procédures de gré à gré sont possibles jusqu'à 150'000 francs. Jusqu'à 250'000 francs, il est possible de faire des procédures sur invitation et au-delà, c'est obligatoirement des procédures ouvertes ou sélectives.

Le Conseil communal pratique beaucoup les procédures de gré à gré. Il demande souvent plusieurs offres pour vérifier qu'il est dans le cadre. Le Conseil communal est toujours attentif à essayer de répartir les mandats au sein de la Commune et il peut aussi vérifier dans la comptabilité communale à qui des mandats sont versés.

Pour des petits montants, en général deux offres sont demandées. Même si le critère de prix est prépondérant, le Conseil communal est toujours très attentif à la qualité des entreprises et leur qualité de formation et la manière dont les choses se passent, notamment pour le suivi avec la Commune.

Il rappelle également que, dans le cadre de la révision de nos comptes, chaque fois qu'il y a des crédits, qu'ils soient de la compétence du Conseil général ou du Conseil communal, la fiduciaire vérifie à ce qu'on atteste que les lois et les règlements en matière de marché public ont été respectées.

L'interpellation fait référence au problème social, à la qualité et au respect social des entreprises que la Commune mandate. Le Conseil communal n'a pas les moyens de surveiller le marché du travail mais par définition, il part du principe qu'une entreprise doit respecter le droit du travail.

Il est par contre arrivé, mais pas dans le cadre d'un mandat, de dénoncer des entreprises qui ne respectaient pas la manière de travailler. Cela arrive notamment sur les chantiers.

M. Vaucher indique que son groupe est satisfait de la réponse.

---

2. Interpellation du groupe PLR « **Zéro déchet ! Et la Commune ?**

« Objet : nous demandons au Conseil communal de réfléchir à des mesures concrètes pour participer à l'action « zéro déchet » dans la Commune de Val-de-Travers.

Développement : ces derniers temps, la Commune, ainsi que la population de Val-de-Travers, ont été citées à plusieurs reprises dans les médias comme exemple dans le concept « zéro déchet ». Nous trouvons cette action très positive et félicitons le Conseil communal pour cette démarche. Cependant, à l'heure actuelle, ce concept est essentiellement « suivi » par certains habitants mais aucune initiative concrète, dans le cadre de ce projet, n'a été mise en avant par la Commune elle-même.

Dès lors, le groupe PLR souhaite que le Conseil communal soit force de propositions pour développer concrètement ce nouveau concept. Conscient qu'il est impossible d'appliquer à la lettre ce que les ménages privés font, le PLR propose de lancer une réflexion dans chaque dicastère, de sorte à proposer des sources potentielles d'économies et de recyclage.

Plusieurs pistes ont déjà été évoquées par le groupe PLR, notamment dans le cadre des grandes manifestations régionales, du tourisme et du commerce, qui produisent beaucoup de déchets. »

M. Fatton (cc) répond en ces termes : *« Je remercie le groupe PLR pour cette interpellation qui me permet de préciser certaines choses :*

Tout d'abord, vous dire que la campagne « zéro déchets » pour les familles continue de suivre son cours jusqu'au mois de septembre. Pour mener à bien cette campagne, plusieurs chantiers de confection ont été organisés. Ces ateliers avaient pour but de permettre aux familles concernées d'obtenir des solutions pour diminuer leurs déchets par la réalisation de produits cosmétiques, de nettoyage corporel, de produits de nettoyages ménagers, ainsi que différentes astuces pour diminuer leur quantité de déchets sur une année. L'analyse de cette campagne sera réalisée au mois d'octobre et des informations paraîtront.

Maintenant, il est vrai que pour les dicastères communaux, il est difficile d'appliquer le « zéro déchets » sous la même forme. Nous voyons mal les collaborateurs réaliser des produits de nettoyages pour les mains ou des produits de nettoyage pour le lave-vaisselle, ou encore l'utilisation systématique de langes lavables au sein des crèches.

Par contre, il est à relever que chaque bâtiment administratif est équipé d'éléments de recyclage, que cela soit pour le carton, le papier, le PET, ainsi que l'alu. La philosophie « zéro déchets » préconise bien que les déchets qu'on ne produit pas sont ceux qui sont le plus facile à éliminer. Dès lors, au sein des différents dicastères, l'utilisation de verres ou de vaisselle recyclables est monnaie courante et la provenance des produits des buffets est d'origine locale, compris l'eau du robinet, ce qui nous permet de travailler en cycle court et de diminuer la quantité de déchets.

De plus, notre administration veille à limiter au maximum les impressions papiers et à privilégier la transmission des dossiers, ainsi que les circulaires d'informations pour les parents d'enfants scolarisés ou inscrits à la crèche par voie électronique. Un système de facturation « E-Facture » est en voie d'être proposé à la population.

Ces différents éléments démontrent bien que la réflexion « zéro déchets » est lancée par le Conseil communal et est appelée à encore être développée au fil des ans.

Maintenant, pour ce qui est des manifestations d'importance régionale, telles que l'Abbaye, le Carnaval, Fêtes villageoises, des premiers contacts ont été pris avec les sociétés en 2017 en vue de diminuer la quantité de déchets fournis lors de ces manifestations par une plus grande utilisation d'éléments recyclables. Malheureusement, cette démarche n'a pas encore abouti pour différentes raisons. Le Conseil communal, par le DTSC, doit reprendre ce dossier et l'intégrer dans le processus manifestations. On voit bien que d'autres collectivités rencontrent les mêmes problèmes que nous et

tentent aussi par tous les moyens de diminuer ce phénomène. Dernière en date, la Ville de Neuchâtel avec sa campagne Pa'Pailles.

Le Conseil communal est conscient qu'une amélioration doit être encore effectuée et continue de s'en préoccuper et de travailler avec les différentes sociétés locales pour améliorer cet état de fait. »

Le groupe est PLR est satisfait de la réponse du Conseil communal.

3. Interpellation du Groupe UDC au sujet **de la commission de naturalisation, permis C et cohérence**

« Depuis un certain temps, le droit de vote et d'éligibilité est accordé aux étrangers titulaires d'un permis C. Concrètement, cela signifie qu'un étranger au bénéfice d'un permis C peut légalement siéger au Conseil général ou au Conseil communal dès lors qu'il est élu (ce qui est par ailleurs le cas au sein de notre assemblée) et donc dans les commissions s'y rapportant.

Ces dispositions incluent implicitement le droit aux étrangers élus de siéger au sein de la commission de naturalisation ; notre groupe s'interroge très sérieusement sur la pertinence et la cohérence d'une telle possibilité. En effet, la commission de naturalisation existe afin d'évaluer les profils de personnes requérant la nationalité suisse, s'inscrivant dans un processus long, fastidieux et coûteux. Si l'intégration concrète des éventuels étrangers élus n'est pas remise en cause ici, n'est-il pas formellement et surtout moralement très discutable que des élus n'ayant pas fait le pas de la naturalisation, n'étant pas passé par ce processus et ne disposant formellement pas de la citoyenneté Suisse, puissent évaluer les profils des aspirants à la naturalisation et évaluer s'ils peuvent ou non devenir citoyens suisses ?

Nous demandons au Conseil communal de se positionner et, cas échéant, de proposer des mesures pour définir un cadre légal à la fois clair et cohérent. »

M. Simon-Vermot (cc) répond en ces termes : *« Un étranger démocratiquement et légalement élu au Conseil général peut-il siéger au sein de la commission des naturalisations et des agrégations de notre Commune ? Le groupe UDC pose ici une question intéressante à plusieurs égards mais qui ne peut être résolue au niveau communal.*

Si le Conseil communal rejette clairement l'aspect moral de l'interpellation, il peut comprendre que la présence d'un citoyen « non suisse » au sein d'une commission qui participe au processus d'octroi de la nationalité puisse interroger.

Toutefois, il est bon de rappeler quelques principes légaux qui encadrent notre mode de fonctionnement :

Tout d'abord, permettez-nous de rappeler la teneur de l'article 31 alinéa 1 de la loi cantonale sur les droits politiques. Pour mémoire, cet alinéa a été approuvé en juin 2007 par 54.4% des Neuchâtelois. Je cite : « Les électrices et les électeurs de nationalité suisse sont éligibles dans la circonscription électorale où ils sont électeurs. Sont également éligibles, en matière communale, les électrices et électeurs étrangers. »

Ensuite, nous aimerions citer l'article 10 de la loi cantonale sur le droit de cité neuchâtelois, qui règle l'acquisition et la perte du droit de cité cantonal et du droit de cité communal : « La commission communale des naturalisations et des agrégations se compose d'au moins trois membres nommés par le Conseil général. »

Au niveau de la procédure communale, l'article 5.14 alinéa 3 de notre règlement général de Commune précise que la commission « rapporte au Conseil communal, en préavisant l'octroi ou le refus de la naturalisation ou de l'agrégation. »

Finalement, l'article 4.8 lettre k) du règlement général, en lien avec l'article 8 de la loi sur le droit de cité neuchâtelois, prescrit que le Conseil communal statue sur les demandes de naturalisation et

d'agrégation communale et qu'il est l'autorité compétente pour accorder ou refuser le droit de cité communal.

De cette base légale, nous pouvons en déduire :

a) *Qu'il n'est pas possible à notre niveau de réduire les droits politiques ancrés dans le droit supérieur et approuvés dans les urnes par les Neuchâtelois ;*
b) *Que c'est le Conseil général qui est seul responsable de la nomination des membres de la commission des naturalisations ;*
c) *Que ladite commission est uniquement consultative et que c'est le Conseil communal qui statue sur les demandes de naturalisation.*

Pour le Conseil communal, la commission des naturalisations n'est pas une commission d'experts qui fait passer des tests en vue de l'obtention d'un diplôme ; nous ne sommes pas dans une configuration « enseignants-élèves », comme c'est le cas pour le baccalauréat ou pour un CFC. Il n'y a pas une bonne réponse pour devenir Suisse. C'est plutôt une conjonction d'éléments qui permettent aux candidats d'obtenir la nationalité.

En conclusion, nous invitons le groupe UDC à relayer ce type d'interpellations au niveau adéquat, soit au Grand Conseil. »

M. Rosselet-Christ (UDC) indique que son groupe n'est évidemment pas satisfait de cette réponse et qu'il ne manquera pas d'intervenir au niveau cantonal.

---

4. Interpellation du Groupe UDC au sujet **de Noiraigue et son tourisme : que fait la Commune ?**

« Le Conseil communal a été interpellé à plusieurs reprises sur les problèmes rencontrés par les néraouis face à l'augmentation exponentielle, année après année, de la masse de touristes occupant le village en saison (de mai à octobre).

La venue de ces touristes est en soit une bonne chose pour le Vallon et si nombre d'entre eux viennent avec le train, le nombre d'automobilistes est toujours aussi important et ne fait qu'augmenter ; les chemins et prés agricoles, les places de parc du village, les espaces publics et aussi, hélas, sporadiquement certaines places de parc privées sont occupés tous les week-end par un aggloméra de véhicules, causant nuisances sonores et visuelles et problèmes de cohabitation, sans compter l'aspect totalement chaotique que revêt visuellement cette surpopulation passagère.

Le ras-le-bol est plus que palpable mais Noiraigue se sent totalement abandonné par la Commune qui investit et prévoit d'investir dans divers projets de rénovation d'autres villages n'ayant pas un tel impact au niveau touristique (récemment la traversée de Travers, prochainement la place de la gare de Fleurier, etc.) en laissant les Néraouis mais aussi les touristes dans un village aux infrastructures vieillissantes (pour ne pas dire vétustes) et insuffisantes et n'intervenant que dans des cas d'extrême urgence, lorsqu'un mur ou une route menace de s'effondrer par exemple… Pourtant, au vu de ce qui précède, l'urgence est bien là.

Si la lenteur avec laquelle piétine le dossier de la Place de la gare de Noiraigue est connu (en raison de son appartenance aux CFF), d'autres actions peuvent être entreprises par la Commune pour soulager les habitants et garantir un accueil convenable pour les touristes. L'UDC demande donc au Conseil communal de tenir compte de l'ampleur du phénomène, de reconsidérer l'importance de ce qui est devenu avec le temps un véritable pôle touristique majeur pour notre vallée et souhaite des réponses concrètes pour relever le défi que soulève cette situation, notamment :

- *Est-ce qu'un projet de parking externe, pourquoi pas payant, avec une capacité suffisante pour canaliser les automobilistes-touristes est étudié ? Si oui, quelles sont les solutions concrètes proposées à ce jour et surtout quel est l'agenda pour sa réalisation ? Si non, quelle alternative concrète le Conseil communal propose-t-il ?*
- *La Commune prévoit-elle de rouvrir le dialogue avec les banques pour qu'un bancomat soit enfin installé dans le village ?*
- *Les rénovations de certaines routes, notamment la Rue du Temple, la Rue des Tilleuls et la Rue de l'Areuse (principaux tronçons du village, très fréquentés par les touristes et actuellement*

dans un état d'usure avancé) sont-elles envisagées ? Si oui, dans quels délais ? Si non, quelles alternatives concrètes sont proposées ?

- *La Rue Leuba est, sauf erreur, une route cantonale ; cette dernière est le point d'entrée du village. Outre son revêtement et ses bordures aux allures tiers-mondistes et indignes d'un pôle touristique si important, c'est un tronçon à haut risque, nombre d'automobilistes (notamment de touristes) déboulant de cette rue directement sur la place de la Gare (avec d'un côté la gare, de l'autre l'auberge) depuis cette route à vitesse effarante, malgré une limitation à 50 km/h. La Commune prévoit-elle d'intercéder urgemment auprès du Canton pour une sécurisation permanente de cette route (installation d'îlots de ralentissement par exemple) ainsi qu'une réfection de ses bordures (pourquoi ne pas installer quelques places de parking supplémentaires par exemple ?) ou attend-elle qu'un ou une petit(e) Néraoui se fasse écraser par un chauffard ? »*

M. Mermet (cc) indique que le Conseil communal répondra à cette interpellation lors de la prochaine séance.

5. Interpellation du Groupe UDC au sujet **du dialogue, d'un partenariat et d'un jumelage avec la Commune d'Auvers-sur-Oise (F)**

« La Commune d'Auvers-sur-Oise (F) fut le lieu de vie et de mort du célèbre peintre Vincent Van Gogh. Son empreinte historique y est très marquée. Van Gogh était, entre autres, membre ou tout du moins très proche du fameux club des « haschischin », réunissant au XIXe siècle les plus grands écrivains, penseurs et artistes parisiens, connu pour son expérimentation artistique à travers l'ingestion de diverses substances psychotropes… dont la très célèbre absinthe.

Van Gogh, initié à l'absinthe par Toulouse Lautrec, a par ailleurs réalisé plusieurs œuvres sur le thème de la Fée Verte et aujourd'hui, son œuvre n'est que difficilement dissociable du fameux breuvage originaire de notre belle région ; l'on citera par exemples ses célèbres tableaux comme « l'absinthe » (1887) ou « café de nuit » (1888) où les références sont explicites, sans compter les innombrables œuvres réalisées sous l'ivresse de la Bleue.

Aujourd'hui, la Commune d'Auvers-sur-Oise est une destination touristique pour tous les amoureux de l'art mais aussi de la Fée Verte ; l'on y trouve le célèbre breuvage dans de nombreux bistrots ; pour les raisons historiques évoquées précédemment, un musée de l'absinthe, très bien documenté, y a même ouvert ses portes depuis de nombreuses années, par le travail de la renommée Marie-Claude Delahaye, grande passionnée de l'absinthe et de son histoire qui a rédigé de nombreux ouvrages de référence sur le sujet.

Si l'absinthe est née au Val-de-Travers (et cela est formellement indiscutable), il faut admettre que la France a contribué à son industrialisation, de la production dans la région pontissalienne et à sa popularisation mondiale à travers les cercles intellectuels parisiens. Aujourd'hui, en vue d'établir un pont durable entre le berceau de la Fée Verte et son tremplin historique sur le Monde et d'engendrer un profit mutuel, tant d'un point de vue historique que touristique, le groupe UDC demande au Conseil communal s'il est prêt à prendre connaissance des considérations historiques mentionnées avec attention et à entamer un dialogue avec la Commune française d'Auvers-sur-Oise en vue de l'établissement d'un jumelage ou d'un éventuel partenariat profitable pour tous. Le groupe UDC demande également si la création d'une commission Ad-Hoc en vue de traiter cette demande serait opportune. »

M. Mermet (cc) propose également de répondre à cette interpellation lors de la prochaine séance du Législatif.

B) QUESTIONS

1. Question du groupe Les Verts concernant **le sable pour chats**

« Il semblerait que ce type de déchets ne soit pas accepté à la déchetterie communale. Dès lors, est-il normal/toléré que ce matériau, qui n'est pas combustible, soit évacué dans les ordures ménagères ? »

M. Fatton (cc) répond en ces termes : *« Oui, c'est normal : les sables pour les litières à chat ou chien ne sont ni recyclables ni biodégradables, les producteurs indiquent bien sur les emballages que ceux-ci doivent être éliminés par la filière des ordures ménagères (molok).*

Pour ce qui est du réseau des bio-déchets neuchâtelois, celui-ci n'accepte pas les litières car elles ne sont pas dégradables lors des processus de traitement et peuvent causer des problèmes aux vis de transport des installations de méthanisation et de compostage. De plus, ces litières peuvent être vectrices de maladies.

Pour ce qui est de la déchetterie communale, les litières ne sont pas reprises au sein de la filière des déchets inertes pour des raisons sanitaires et de plus, il n'est pas autorisé de déposer des matières fécales en décharge de type B comme nous avons à Buttes. »

2. Question du groupe Les Verts concernant **les cendres de pellets à bois**

« Dans la mesure où de plus en plus de particuliers recourent aux pellets pour se chauffer, qu'est-il prévu au niveau de l'évacuation des cendres ? Existe-t-il une filière mise en place par la Commune, laquelle est-elle et quelles sont les pratiques de la Commune pour ses propres déchets ? »

M. Fatton (cc) répond ainsi : *« L'ordonnance fédérale sur les déchets OLED, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, prévoit que les cendres de grills et foyer issues du traitement thermique du bois à l'état naturel ne sont plus acceptées dans les décharges de type B comme nous avons à Buttes, donc dans la benne des déchets inertes à la déchetterie de St-Sulpice.*

La raison est la teneur en chrome 6 qui peut polluer les sols. Fort de ce constat et au vu des difficultés rencontrées par l'ensemble des utilisateurs, Energie-bois suisse a demandé à l'office fédéral de l'environnement de modifier l'ordonnance de base et d'autoriser sur un délai transitoire de 5 ans à partir de l'automne 2018 que ces cendres soient à nouveau acceptées en décharge B tout en sachant que les teneurs pour un retour dans ces décharges B devront être au-dessous de la norme fixée, soit 20'000 mg par kilos. Passé ces 5 ans, l'élimination se fera en décharge D.

Actuellement, les cendres des privés doivent être déposées froides dans les molok et pour ce qui est des installations de nos chauffages à distance, celles-ci sont acheminées par camion aspirateur sur une décharge de type D pour le prix de 533 francs la tonne (5 m^3).

Nous attendons que l'ordonnance soit acceptée en novembre pour revoir ce qui est possible de faire. Selon nous, pour les privés, ces analyses ne seront pas possibles pour des raisons évidentes de coût et que pour la Commune, le ratio coût actuel/nouveau coût devra être analysé. »

3. Question du groupe PLR concernant l'abrogation du règlement concernant **l'exécution et la réfection des fouilles du 22.02.2010**

« Lors de la séance du Conseil général du 12 mars 2018, faisant suite au rapport du Conseil communal, nous avons approuvé l'abrogation du règlement concernant l'exécution et la réfection des fouilles du 22 février 2010 en raison de l'utilisation par les entreprises du Guichet unique pour obtenir des permis, le tout proposé par le SPCH.

Dès lors, le Conseil communal peut-il nous dire quelles sont les mesures prises pour que chaque entreprise, aussi bien les grandes que les petites, soit informée sur cette nouvelle procédure. »

M. Fatton (cc) précise que les entreprises ont déjà reçu un courrier à ce sujet de la part de l'Etat le 30 novembre 2017. La liste de ces entreprises a également été fournie à la Commune. Toutes les entreprises qui n'étaient pas connues par les services de l'Etat ont été reprises par le dicastère des

infrastructures. Les entreprises avec lesquelles la Commune travaille pour les permis de fouille ont reçu en date du 4 décembre 2017, une première information sur l'introduction du guichet unique et la nouvelle procédure pour les permis de fouille sur les routes communales et cantonales.

De plus, depuis l'application de cette nouvelle pratique, les entreprises qui ont rencontré des difficultés ont été aidées par les services sur les différentes démarches inhérentes au guichet unique.

A ce jour, il n'y a pas vraiment eu de difficultés avec des entreprises qui n'auraient pas pu déposer un permis de fouille au sein de la Commune de Val-de-Travers.

Ayant épuisé les points à l'ordre du jour et la parole n'étant plus demandée, la présidente remercie le public de s'être déplacé ainsi que la presse. Elle souhaite à toutes et tous une excellente soirée. Elle lève la séance à 22h05.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

LA PRESIDENTE :	LE SECRETAIRE :
Christiane Barbey	François Oppliger

Postulat en suspens :

- ✓ Les Verts : « Plan de sauvetage du CSR »

Interpellations en suspens :

- ✓ UDC : « Noiraigue et son tourisme : que fait la Commune ? »
- ✓ UDC : « Partenariat et jumelage avec la Commune d'Auvers-sur-Oise (F) »